

L'ENRICHISSEMENT DES ALIMENTS: QUELLE APPROCHE ALIMENTAIRE POUR REDUIRE LES CARENCES EN MICRONUTRI- MENTS EN AFRIQUE ?

RAPPORT DE LA CONSULTATION DE HAUT NIVEAU SUR L'ENRICHISSEMENT DES ALIMENTS EN AFRIQUE

CERFAM
CENTRE D'EXCELLENCE REGIONAL
CONTRE LA FAIM ET LA MALNUTRITION

2-3 SEPTEMBRE 2021



CONTENU

Résumé exécutif	01
1. Contexte	03
2. Justification	04
3. Objectifs	05
4. Résumé de la conférence	06

Séance 1 : Remarques liminaires

Séance 2: Aperçu de l'état des carences en micronutriments en Afrique avec un accent sur l'anémie

Séance 3a : État de l'enrichissement alimentaire en Afrique : cartographie de l'enrichissement, tendances, défis et opportunités au niveau continental

Séance 3b : État de l'enrichissement alimentaire en Afrique : Partage des expériences des pays et des bonnes pratiques (Groupe ministériel)

Séance 3c : État de l'enrichissement alimentaire en Afrique - Partage des expériences et des bonnes pratiques des pays

Séance 4 : Initiatives prometteuses à promouvoir en matière d'enrichissement alimentaire : leçons apprises, résultats et impacts

Séance 5 : Initiatives de l'enrichissement du riz

Séance 6 : Partage des expériences des pays aux niveaux mondial, régional et national

Séance : Engagement des partenaires techniques et financiers en faveur de l'enrichissement alimentaire

5. Recommandations	33
6. Communiqué conjoint	35
7. Annexes	37

Annexe 1: Note conceptuelle

Annexe 2: Agenda

Annexe 3: Panélistes

Annexe 4: Statistiques

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Les carences en micronutriments, ou faim cachée, sont répandues dans le monde entier. Cependant, ils ont un impact particulier sur l'Afrique, où environ 52% des femmes en âge de procréer et 70% des enfants en Afrique de l'Ouest sont anémiques, et pas un seul pays de la sous-région de l'Afrique de l'Ouest n'est en voie d'atteindre ses objectifs en matière d'anémie. D'autres carences en micronutriments tels que l'iode, le zinc et la vitamine A, bien que moins documentées, sont tout aussi préoccupantes.





L'enrichissement alimentaire – l'ajout de vitamines et de minéraux aux aliments – est une stratégie éprouvée pour lutter contre la faim cachée, avec de nombreux avantages. L'enrichissement alimentaire est rentable, peut s'appuyer sur les programmes et les canaux de distribution existants, ne nécessite pas de changement de comportement radical et est complémentaire à d'autres stratégies telles que la supplémentation et la diversité alimentaire. De nombreux pays africains enrichissent déjà les aliments, mais les actions n'ont pas été bien harmonisées dans toute la région et les progrès sont lents.

LE CONTEXTE

Reconnaissant la nécessité d'accélérer l'action, le Gouvernement Ivoirien et le Programme Alimentaire Mondial (PAM) des Nations Unies, par l'intermédiaire du Centre Régional d'Excellence contre la Faim et la Malnutrition (CERFAM) et en collaboration avec l'Union Africaine (UA) et l'Organisation Ouest-Africaine de la santé (OOAS), ont accueilli les 2 et 3 septembre 2021, la Consultation de haut niveau sur l'enrichissement alimentaire en Afrique.

L'événement a été l'occasion pour les pays africains et les experts dans les domaines de la nutrition et de l'enrichissement de partager les expériences, les bonnes pratiques et les leçons apprises, et de réémerger avec les débuts d'une feuille de route pour une action coordonnée sur le continent.

LES OBJECTIFS DE LA CONFÉRENCE

	Examiner différents modèles de l'enrichissement alimentaire aux niveaux mondial, régional et national et identifier les facteurs de succès, les défis et les opportunités		Formuler des actions concrètes pour les partenaires techniques ainsi que des actions stratégiques pour les décideurs politiques et financiers
	Promouvoir les connaissances, les bonnes pratiques et les enseignements tirés		Proposer des recommandations sur les prochaines étapes

La conférence en ligne de deux jours a accueilli plus de trente (30) panélistes d'organisations telles que l'Union Africaine, Helen Keller International, l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Forum sur les micronutriments, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), l'Organisation de la santé de l'Afrique de l'Ouest (OOAS), la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), la Fondation Gates, l'Alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition (GAIN), le DSM, ainsi que des représentants gouvernementaux de nombreux pays africains. Quelque 650 participants du monde entier se sont inscrits pour assister à l'événement.

Les sessions de deux jours ont été regroupées autour de quatre thèmes principaux: l'état des carences en micronutriments et de l'enrichissement en Afrique, le partage des expériences et des bonnes pratiques des pays, une analyse approfondie de l'enrichissement du riz et des initiatives de la chaîne de valeur riz, et les engagements des partenaires techniques et financiers

¹OMS Observatoire de la santé mondiale, consulté en septembre 2021

²Rapport mondial sur la nutrition Profils de pays, consulté en septembre 2021

RÉFLEXIONS ET POINTS À RETENIR

Les présentations et les discussions ont porté sur un large éventail de thèmes et certains points importants ont émergé :

Bien que des progrès aient été réalisés en matière de l'enrichissement en Afrique, une meilleure coordination régionale est nécessaire pour accélérer les efforts de manière harmonisée.

Les carences en micronutriments ont tendance à ne pas exister isolément, mais avec d'autres carences dans le contexte d'une mauvaise alimentation. L'enrichissement alimentaire doit donc faire partie d'une approche plus large des systèmes alimentaires et être intégrée à d'autres secteurs..

Le manque de données, tant sur la prévalence des carences en micronutriments que sur les programmes d'enrichissement, est un défi permanent.

La législation seule ne suffit pas : la redevabilité et l'application de la loi sont nécessaires.

Des solutions et des initiatives locales existent, mais doivent être mises à l'échelle et financées.

Les petits producteurs peuvent avoir besoin d'un appui supplémentaire porté sur les normes, les lignes directrices et des délais appropriés.

Avec une consommation de riz élevée et croissante sur le continent, la fortification du riz offre un grand potentiel pour lutter contre les carences en micronutriments à grande échelle.



Un enfant mangeant de la bouillie enrichie, cuisinée avec Super Cereal Plus, au camp de réfugiés de Mugombwa, RDC. © WFP/Rein Skullerud

RECOMMANDATIONS

- 1** | **Confier à l'Union Africaine** les rôles de diriger et de superviser officiellement les efforts d'enrichissement en Afrique.
- 2** | **Créer un mécanisme d'appui** hébergé par le CERFAM, pour faciliter le partage des connaissances régionales, la coordination et l'harmonisation des politiques et des cadres.
- 3** | **Prioriser les actions et les investissements** là où l'enrichissement a le plus grand potentiel d'impact sur la nutrition tout au long du cycle de vie : dans l'alimentation scolaire et pendant les 1 000 premiers jours de la vie.
- 4** | **Créer un environnement politique, juridique et financier propice** à faire prospérer les efforts d'enrichissement, notamment en stimulant les pionniers des bonnes pratiques dans le secteur privé.
- 5** | **Élaborer un plan d'action clair**, coordonné par le CERFAM, avec les rôles, les responsabilités, la responsabilisation, les échéanciers et une stratégie de financement, afin de faciliter une action systémique, cohérente et durable sur l'enrichissement.
- 6** | **Intensifier le plaidoyer, le partenariat et le partage des connaissances** pour accélérer l'enrichissement.



01 | CONTEXTE

L'accès de tous à des aliments adéquats, sûrs, diversifiés et nutritifs tout au long de l'année est essentiel pour assurer un capital humain de qualité et un développement socioéconomique. Pourtant, aujourd'hui, près d'une personne sur trois dans le monde souffre d'au moins une forme de malnutrition – émaciation, retard de croissance, carences en micronutriments (vitamines et minéraux), ou surpoids, obésité et maladies non transmissibles liées à l'alimentation.³

Cette situation est particulièrement alarmante en Afrique subsaharienne. Les progrès réalisés à ce jour restent insuffisants et aucun pays n'est en bonne voie pour atteindre les objectifs mondiaux en matière de nutrition d'ici 2025. Selon les dernières estimations, en 2019, sur les 144 millions d'enfants de moins de 5 ans ayant un retard de croissance dans le monde, plus de 52,7 millions vivaient en Afrique.⁴

Les carences en micronutriments, ou « faim cachée », en particulier les carences en vitamine A, en iode, en fer et en zinc, touchent 2 milliards de personnes dans le monde, dans toutes les tranches d'âge et groupes socio-économiques. Cependant, les femmes et les enfants sont touchés de manière disproportionnée. Environ 52 % des femmes en âge de procréer et 70 % des enfants en Afrique de l'Ouest sont anémiques.⁵

Les carences en micronutriments constituent un grave problème de santé publique et un obstacle majeur au développement socio-économique de l'individu, de la communauté et de la société. En outre, les carences en micronutriments ont des effets négatifs considérables sur le développement des facultés cognitives, la capacité d'apprentissage et la capacité de travail des individus. Cette situation risque de se détériorer davantage en raison des conséquences sanitaires et socio-économiques de la pandémie de COVID-19.

Heureusement, les carences en micronutriments et leurs conséquences dévastatrices peuvent être évitées.

L'enrichissement alimentaire est largement reconnu comme une stratégie de santé publique préventive, efficace, éprouvée et rentable pour assurer une nutrition optimale tout en réduisant les dépenses de santé à long terme. L'enrichissement alimentaire a été identifiée par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le Consensus de Copenhague, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ainsi que le Programme alimentaire mondial (PAM) comme l'une des principales stratégies de réduction de la faim cachée. Largement pratiquée dans de nombreuses régions du monde pour lutter contre les carences en micronutriments, l'enrichissement alimentaire a une longue histoire.

Dans un monde touché par la COVID-19, investir dans des programmes d'enrichissement alimentaire est essentiel pour aider les pays à « mieux reconstruire », à renforcer le capital humain et à promouvoir un développement socio-économique durable et inclusif.

C'est dans ce contexte que le Gouvernement ivoirien et le Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations Unies par l'intermédiaire du Centre d'excellence régional contre la faim et la malnutrition (CER-FAM) en collaboration avec l'Union Africaine (UA) et l'Organisation ouest-africaine de la santé (OOAS) ont organisé une consultation de haut niveau sous le thème « Enrichissement alimentaire : quelle approche alimentaire pour réduire les carences en micronutriments en Afrique ? ».



Image : Trois approches pour remédier aux carences en micronutriments, telles que présentées par le Dr Joshita Lamba du Food Fortification Resource Centre, Food Safety and Standards Authority of India (FSSAI).

³Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition 2016-2025

⁴UNICEF-OMS-Banque mondiale : Estimations conjointes de la malnutrition infantile — niveaux et tendances – édition 2020, UNICEF-OMS-Banque mondiale : Estimations conjointes de la malnutrition infantile — niveaux et tendances – édition 2020 - UNICEF DATA

⁵OMS Observatoire de la santé mondiale, consulté en septembre 2021

02 | JUSTIFICATION

L'enrichissement universel des aliments de base est un choix stratégique pour lutter contre la malnutrition en Afrique, car elle a le potentiel d'atteindre un grand nombre de personnes à risque de carences en micronutriments à faible coût et sans nécessiter de changements significatifs dans les habitudes alimentaires. Chaque dollar investi génère en moyenne 27 \$ en rendements économiques grâce à la prévention de maladies, à l'amélioration des revenus et à l'augmentation de la productivité du travail. Dans le même temps, l'intégration et le déploiement à grande échelle du soutien nutritionnel dans les systèmes de santé sauvent des vies et réduisent le coût colossal des soins de santé.⁸

Avec plus d'un siècle d'expérience, les techniques d'enrichissement alimentaire sont largement disponibles et bien maîtrisées. L'iodation du sel pour la consommation est une bonne illustration des programmes nationaux d'enrichissement qui ont atteint une couverture quasi universelle. Un succès remarquable a également été obtenu dans le cas de l'enrichissement de la farine avec diverses vitamines B et de la margarine avec de la vitamine A. La Côte d'Ivoire a été l'un des pays pionniers de la fortification en Afrique de l'Ouest avec l'enrichissement du sel, de l'huile et de la farine de blé.⁹

L'existence d'un environnement propice à l'intensification des interventions d'enrichissement alimentaire est un facteur clé de succès. En effet, l'enrichissement alimentaire est au cœur de l'Agenda 2063 de l'Union Africaine et des programmes, politiques et stratégies sectorielles visant à améliorer l'état nutritionnel des populations. Il s'agit notamment du Programme détaillé de développement de l'agriculture en Afrique (PDDAA) qui comprend la supplémentation en micronutriments et l'enrichissement des produits alimentaires parmi les options immédiates destinées à améliorer la sécurité, la qualité, la sûreté et la diversité nutritionnelle des aliments

La Stratégie régionale africaine de nutrition (ARNS 2015-2025) donne la priorité à l'enrichissement et à la supplémentation en tant que parties intégrantes d'une approche holistique et multisectorielle visant à soutenir l'accélération des résultats nutritionnels. Cette orientation est reflétée dans le plan d'affaires pour la mise en œuvre de la déclaration de Malabo 2017-2021 dans le cadre du troisième pilier: éliminer la faim en Afrique d'ici 2025. Dans le même ordre d'idées, la plupart des pays africains sont membres du mouvement Scaling Up Nutrition (SUN) qui est une plate-forme multisectorielle et multipartite qui soutient les efforts déployés au niveau des pays pour éliminer la malnutrition sous toutes ses formes.¹⁰

L'engagement des pays africains en faveur de la nutrition a également abouti à l'adoption de cadres réglementaires obligatoires ou volontaires aux niveaux régional et national. Par exemple, des normes de fortification harmonisées, dirigées par le Comité de gestion technique du Mécanisme d'harmonisation des normes de la CEDEAO (ECOSHAM), sont en vigueur dans la région de la CEDEAO. Ces efforts sont soutenus au niveau national par la mise en œuvre de cadres et de plans d'action pertinents tels que les plans d'action multisectoriels nationaux en matière de nutrition et les plateformes de nutrition.



Un agent de santé communautaire mesure le bras de Pascal pour mesurer la croissance et prévenir le retard de croissance à Gisizi, au Rwanda. ©WFP/Arête Fredrik Lerneryd

⁸PATH-GAIN, *Boîte à outils d'enrichissement du riz, manuel technique*, août 2015, *Boîte à outils d'enrichissement du riz: manuel technique* (gainhealth.org)
⁹Food Fortification Initiative (FFI) et Global Alliance for Improved Nutrition (GAIN). *Faisabilité et couverture potentielle du riz enrichi dans la chaîne d'approvisionnement du riz en Afrique*. FFI/GAIN; 2016, (sightandlife.org)
¹⁰Rapport mondial sur la nutrition 2020 : Action sur l'équité pour Fin Malnutrition Rapport mondial sur la nutrition 2020 - Rapport mondial sur la nutrition
⁹Une analyse paysagère de l'enrichissement du riz en Côte d'Ivoire, *L'étude de faisabilité de l'enrichissement du riz en Côte d'Ivoire* | Les Nations Unies en Côte d'Ivoire
¹⁰Union Africaine, *Plan d'affaires pour la mise en œuvre de la Déclaration PDDA-Malabo (2017-2021)*.

03 | OBJECTIFS

La consultation de haut niveau, conçue en ligne avec la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition (2016-2025), le Sommet de Tokyo 2021 sur la nutrition au service de la croissance (N4G) et le Sommet des systèmes alimentaires de 2021, a été l'occasion d'échanger et de partager des expériences et des bonnes pratiques en matière d'enrichissement alimentaire aux niveaux mondial, régional et national en vue de soutenir les efforts des pays africains pour éliminer la malnutrition sous toutes ses formes.

L'objectif de la consultation était de promouvoir les discussions et le partage d'expériences et de bonnes pratiques entre les différents pays et parties prenantes aux niveaux mondial, régional et national.



Georgeline et Valimbavake Finaritse, bénéficiaires de l'assistance alimentaire et nutritionnelle du PAM, Madagascar. © WFP/Alice Rahmoun

LES OBJECTIFS SPÉCIFIQUES



Présenter et discuter des différents modèles d'enrichissement alimentaire aux niveaux mondial, régional et national en identifiant les facteurs de succès, les défis et les opportunités, en particulier à travers l'analyse des stratégies, des politiques, des cadres réglementaires, des structures institutionnelles existantes et des ressources.



Promouvoir les connaissances, les bonnes pratiques et les leçons apprises sur l'enrichissement alimentaire.



Formuler des actions concrètes aux partenaires techniques ainsi que des actions clés hautement stratégiques aux décideurs politiques et financiers afin de déclencher un engagement multipartite solide et de renforcer la synergie des acteurs pertinents et les efforts pour une action efficace.



Proposer des recommandations sur les prochaines étapes de l'enrichissement alimentaire en Afrique en identifiant les principales étapes, les principaux acteurs, les facteurs favorables et les principaux défis

04 | RÉSUMÉ DE LA CONFÉRENCE

La conférence, qui s'est étalée sur une période de deux jours, a accueilli un petit nombre d'orateurs et de représentants du gouvernement au siège du CERFAM à Abidjan, en Côte d'Ivoire. Initialement prévu comme un événement hybride en ligne et en personne, les organisateurs ont finalement opté pour un format entièrement en ligne compte tenu du risque continu posé par la pandémie de COVID-19.

Les participants ont entendu plus de 30 panélistes d'organisations telles que l'Union Africaine (UA), Hellen Keller International (HKI), l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Forum sur les micronutriments, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), l'Organisation de la santé de l'Afrique de l'Ouest (OOAS), la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), la Fondation Gates, l'Alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition (GAIN), le DSM, ainsi que des représentants gouvernementaux de nombreux Pays africains. Plus de 650 personnes se sont inscrites pour participer à l'événement et environ 300 personnes ont assisté à chaque session.

Le Dr Simplicie Nouala, responsable de l'agriculture et de la sécurité alimentaire à la Commission de l'Union Africaine, a animé l'événement, qui a été organisé en ligne à l'aide de la plate-forme Zoom.

Les dix sessions ont couvert quatre grands domaines : l'état des lieux des carences en micronutriments et de l'enrichissement en Afrique, le partage des expériences et des bonnes pratiques des pays, les initiatives d'enrichissement du riz et de la chaîne de valeur, et les engagements des partenaires techniques et financiers.

La section suivante présente un résumé des présentations, des discussions, des points à retenir et des recommandations qui ont émergé de chaque session.



Photo : La conférence de deux jours a accueilli une liste d'experts et de représentants du gouvernement.

ACCUEIL ET APERÇU DE LA CONSULTATION

Patrick Teixeira, directeur par intérim du CERFAM, a ouvert la conférence en demandant pourquoi – bien que l'enrichissement ait déjà eu lieu dans toute l'Afrique – nous n'avons pas progressé plus rapidement dans la réduction des carences en micronutriments. Avec le rôle de facilitateur et d'organisateur du CERFAM, M. Teixeira a exprimé à quel point le CERFAM était heureux de coorganiser cette consultation et a partagé ses espoirs que l'événement serait un moment pour « s'asseoir ensemble et comparer les notes », et servirait de catalyseur pour la prochaine phase d'enrichissement en Afrique.



Viola Nancy est bénéficiaire du projet urbain de Juba, une initiative visant à répondre aux besoins alimentaires immédiats tout en s'attaquant aux causes sous-jacentes de l'insécurité alimentaire. Soudan du Sud. © WFP/Gabriela Vivacqua

SÉANCE 1: REMARQUES LIMINAIRES

La séance d'ouverture de la consultation de deux jours, modérée par le Dr Simplice Nouala, chef de l'agriculture et de la sécurité alimentaire à la Commission de l'Union Africaine, a salué les participants, a préparé le terrain pour la conférence et a exprimé les attentes.

S.E. l'Ambassadeur Josefa Sacko, Commissaire chargée de l'agriculture, du développement rural, de l'économie bleue et de l'environnement durable à la Commission de l'Union Africaine, a commencé la session en soulignant la situation alarmante de la malnutrition en Afrique et dans le monde. L'Ambassadeur Sacko n'a pas tardé à souligner que les statistiques régionales peuvent masquer les vulnérabilités locales, indiquant la situation alarmante de malnutrition dans huit pays africains (Burundi, République centrafricaine, Tchad, Comores, République démocratique du Congo, Madagascar, Somalie et Soudan du Sud), ce qui appelle à des actions concrètes et concertées.



Son Excellence
l'Ambassadrice Josefa Sacko

La biofortification a été identifiée par l'UA et ses États membres lors du Sommet des Systèmes alimentaires des Nations Unies comme l'une des stratégies pour relever les défis de la malnutrition en micronutriments, en particulier pour les populations rurales qui ont tendance à dépendre de produits de base à faible teneur en micronutriments.

M. Chris Nikoi, Directeur régional pour l'Afrique de l'Ouest du Programme alimentaire mondial des Nations Unies, a poursuivi la séance d'ouverture en partageant plusieurs initiatives et programmes réussis dans la région. Il a décrit la dure réalité selon laquelle les systèmes alimentaires ne répondent actuellement pas aux besoins de nombreuses personnes, en particulier en Afrique de l'Ouest qui continue de souffrir de conflits armés prolongés, de chocs climatiques et de déplacements massifs de population, entraînant une augmentation de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition. Aujourd'hui, plus de la moitié des ménages de la région n'ont pas les moyens de s'offrir une alimentation nutritive, sûre et diversifiée, a-t-il déclaré. Par conséquent, rendre les aliments plus nutritifs, sûrs, disponibles et abordables pour tous grâce à des programmes d'enrichissement est un facteur important pour le développement socio-économique de la région, dans lequel les partenariats jouent un rôle fondamental.

“L'ENRICHISSEMENT N'EST PAS UNE SOLUTION MIRACLE OU UNE STRATÉGIE AUTONOME, MAIS C'EST UNE STRATÉGIE DANS LA BOÎTE À OUTILS PRÉSENTANT DE NOMBREUX AVANTAGES”

Chris Nikoi

Directeur régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre,
Programme alimentaire mondial des Nations Unies



S.E. Abdourahmane Cissé, Ministre, Secrétaire Général de la Présidence de la République de Côte d'Ivoire, a prononcé le discours final lors de la séance d'ouverture et a souligné l'importance d'actions, de politiques, de cadres et de mécanismes multisectoriels coordonnés pour faire progresser la lutte contre la malnutrition sous toutes ses formes. Il a reconnu de nombreuses initiatives prometteuses et de bonnes pratiques, mais a conclu en disant que celles-ci doivent être soutenues par un plan solide, un programme et un financement pour leur mise en œuvre.

“IL EST ESSENTIEL DE TRANSFORMER LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES, EN PARTICULIER LES CHÂÎNES D'APPROVISIONNEMENT ALIMENTAIRE, AFIN DE FOURNIR UNE ALIMENTATION SÛRE, NUTRITIVE ET ABORDABLE POUR TOUS, DANS LESQUELS L'ENRICHISSEMENT ALIMENTAIRE ET LA BIOFORTIFICATION JOUENT UN RÔLE ESSENTIEL ”

H.E. Abdourahmane Cissé,

Monsieur le Ministre Abdourahmane Cissé,
Secrétaire général de la Présidence de la République de Côte d'Ivoire



CE QU'IL FAUT RETENIR DE LA SESSION

- ▶ Les systèmes alimentaires actuels ne fournissent pas une alimentation saine et abordable à tous, en particulier dans les contextes fragiles et touchés par des conflits.
- ▶ L'enrichissement est une solution éprouvée et rentable aux carences en micronutriments. L'enrichissement a déjà lieu en Afrique, mais les actions ne sont pas bien harmonisées et les progrès sont lents.
- ▶ Il existe déjà de nombreuses initiatives prometteuses et de bonnes pratiques sur le continent africain, qui peuvent servir de base sur laquelle construire ou reproduire.
- ▶ Les facteurs de succès comprennent la production de données probantes (telles que les analyses cartographiques, les études de faisabilité technique, les analyses coûts-avantages et les analyses des avantages pour la santé) et le renforcement des capacités des organisations d'agriculteurs locaux.

RECOMMANDATIONS SÉANCE 1



L'enrichissement doit être intégré dans des stratégies plus larges de transformation du système alimentaire.



Les programmes de soutien en intrants agricoles devraient intégrer des semences bio-enrichies et des activités de formation afin d'avoir un plus grand impact.



Les projets novateurs et les entreprises qui investissent dans la production, la transformation, l'emballage et la distribution d'aliments riches en nutriments devraient être soutenus et encouragés.



Les initiatives et les bonnes pratiques doivent être soutenues par des plans solides, par un agenda et un financement pour leur mise en œuvre.



Les marchés publics auprès des agriculteurs produisant des aliments bio-enrichis et enrichis devraient être encouragés afin de les encourager.



La biofortification et l'enrichissement devraient être inclus dans les programmes de santé pertinents, tels que le conseil prénatal et postnatal et les programmes d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant.



La collaboration intersectorielle entre les institutions et les acteurs non étatiques (organisations de producteurs, société civile, universités et secteur privé) doit être renforcée.

REGARDEZ L'ENREGISTREMENT DE LA SÉANCE 1





Photo: Conférenciers et des participants du monde entier, avec une forte représentation de l'Afrique de l'Ouest..

SÉANCE 2: APERÇU DE L'ÉTAT DES CARENCES EN MICRONUTRIMENTS EN AFRIQUE AVEC UN ACCENT SUR L'ANÉMIE

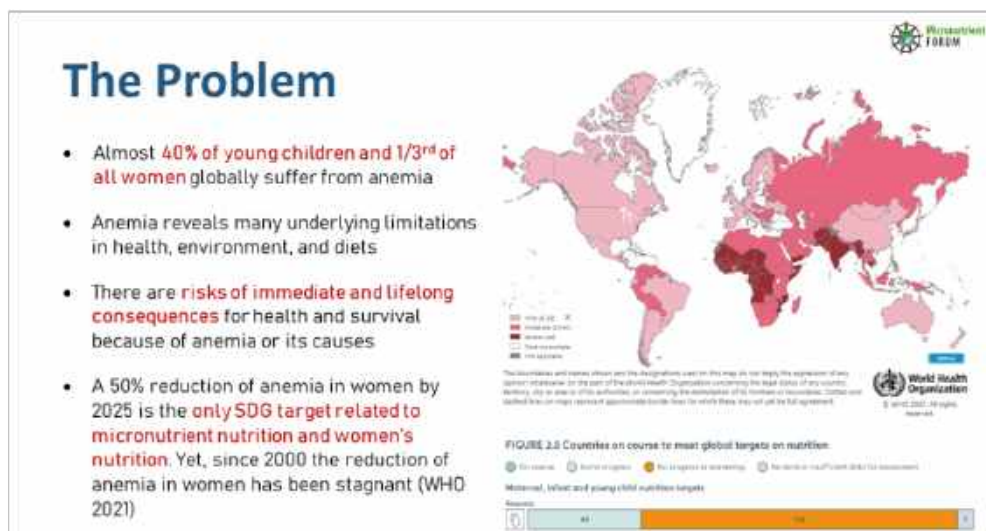
Cette session, animée par le Dr Simeon Nanama, Conseiller en nutrition, Bureau régional de l'UNICEF pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, visait à faciliter une compréhension commune de la situation des carences en micronutriments en Afrique et à définir le contexte des sessions suivantes.

Le Dr Adelheid Onyango, conseillère en nutrition au Bureau régional pour l'Afrique de l'OMS, a commencé par faire un zoom sur l'état des carences en micronutriments en Afrique subsaharienne, qui est à la traîne par rapport au reste du monde dans ses progrès pour réduire l'anémie. Elle a souligné les facteurs sous-jacents, montrant comment les carences en micronutriments étaient plus graves dans les pays à faible revenu (y compris de nombreux pays africains), comment les carences sont plus répandues lorsque la diversité alimentaire est faible (également caractéristique de nombreux pays africains) et comment le coût croissant des aliments nutritifs est susceptible d'augmenter la faim cachée. Le Dr Onyango a décrit comment la question de la disponibilité des données a limité l'inclusion des carences en micronutriments dans les objectifs de l'Assemblée mondiale de la Santé, ce qui a entraîné l'inclusion de l'anémie uniquement malgré d'importants problèmes de santé publique liés à d'autres carences en nutriments.

Le Dr Namoudou Keita, Responsable de la nutrition à l'OOAS, a poursuivi avec une présentation axée sur les progrès réalisés dans la lutte contre l'anémie en Afrique de l'Ouest. Il a également souligné la lenteur des progrès dans la réduction de l'anémie sur le continent et a établi des liens avec la résidence rurale / urbaine, l'âge et l'éducation. Il a discuté des priorités de l'OOAS pour les 2-3 prochaines années, notamment le développement d'une alliance régionale pour l'enrichissement alimentaire et la création d'un Observatoire ouest-africain de la nutrition pour remédier au manque de données.

La session s'est poursuivie avec le Dr Namukolo Covic, Coordinateur principal de la recherche du Programme du CGIAR sur l'agriculture au service de la nutrition et de la santé (A4NH), IFPRI; Présidente de la Société africaine de nutrition, qui a pris la parole avec la présentation, Pourquoi l'anémie a-t-elle été si difficile à aborder? La perspective des systèmes alimentaires peut-elle y contribuer, et si oui, comment ? Elle a rappelé à l'auditoire que l'anémie existe normalement parallèlement à d'autres carences en micronutriments en raison du manque de diversité alimentaire, et qu'une approche des systèmes alimentaires devrait donc être adoptée, avec une place pour les aliments traditionnels. De même, la malnutrition doit être traitée dans le cadre d'un ensemble d'interventions multisectorielles, y compris l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH), le déparasitage et la sécurité alimentaire, afin de s'attaquer aux problèmes sous-jacents.

Le Dr Saskia Osendarp, directrice exécutive du Micronutrient Forum, a conclu la session en présentant : « Pourquoi luttons-nous tant pour réduire l'anémie ? Qu'est-ce qui a manqué? ». Elle a souligné que l'anémie était également une question d'équité, les femmes et les enfants portant le plus grand fardeau. Elle a réitéré la nécessité d'une approche intégrée qui tienne compte de la complexité de l'anémie (qui peut également être due à une maladie infectieuse). Les interventions devraient être spécifiques au contexte dans l'ensemble du système alimentaire et inclure des interventions d'enrichissement, de biofortification et de système de santé.



Le Dr Saskia Osendarp, directrice exécutive du Forum sur les micronutriments, a discuté des défis liés à la lutte contre l'anémie à l'échelle mondiale.

QUESTION

Le manque de données - à la fois un manque de données fiables, basées sur la population, sur les carences en micronutriments et de données sur les progrès et la conformité des programmes de micronutriments, y compris l'enrichissement - a été évoqué par tous les intervenants. Quelles mesures peuvent être prises pour y remédier?

RÉPONSE

Un certain nombre d'initiatives sont en cours pour y remédier, notamment la combinaison de sources de données, l'utilisation de l'intelligence artificielle et d'autres technologies intelligentes, des outils de modélisation et des proxys. Il peut également être possible d'accroître la collecte de données sur l'état des micronutriments grâce à des enquêtes nutritionnelles telles que les enquêtes SMART

PRINCIPAUX POINTS À RETENIR

- ▶ L'Afrique porte un lourd fardeau de carences en micronutriments, qui sont à la fois un problème d'équité, de santé et de nutrition.
- ▶ Les carences en micronutriments n'existent pas en tant que problème autonome, mais dans le contexte d'une mauvaise alimentation.
- ▶ Le manque de données fiables, basées sur la population, sur les carences en micronutriments ainsi que de données sur les progrès et la conformité des programmes de micronutriments, y compris l'enrichissement, est un défi permanent qui compromet les progrès des programmes et des politiques.

RECOMMANDATIONS SÉANCE 2

01

Les organisations et les gouvernements devraient aborder la faim cachée dans le cadre d'une approche du système alimentaire et dans le cadre d'un ensemble multi-sectoriel d'interventions. La lutte contre l'anémie devrait être un point d'entrée pour s'attaquer à d'autres carences en micronutriments dans le cadre d'une approche plus large des systèmes alimentaires.

02

Il est nécessaire de renforcer la volonté politique qui place les femmes et les filles au centre du programme de développement et d'accroître le financement national pour réduire la dépendance à l'égard de l'aide internationale.



Naomi berçant sa fille Sele dans le camp de réfugiés de Mantapala, en RDC. © WFP/Andy Higgins

**REGARDER L'ENRE-
GISTREMENT DE LA
SÉANCE 2**



SÉANCE 3A: ÉTAT DE L'ENRICHISSEMENT ALIMENTAIRE EN AFRIQUE : CARTOGRAPHIE DE L'ENRICHISSEMENT, TENDANCES, DÉFIS ET OPPORTUNITÉS AU NIVEAU CONTINENTAL

Cette session, animée par le Dr Adelheid Onyango, Conseillère en nutrition, Bureau régional pour l'Afrique, OMS, visait à décrire l'état actuel de l'enrichissement alimentaire en Afrique.

Le Dr Mandana Arabi, vice-président des services techniques mondiaux de Nutrition International, a présenté l'état actuel de l'enrichissement alimentaire en Afrique. Elle a montré qu'il existe une législation, obligatoire ou volontaire, pour la farine de maïs, la farine de blé, la farine de sel et la farine d'huile en Afrique ; la majorité des pays africains ayant une certaine forme de législation, en particulier pour le sel iodé. Les législations sur le riz n'ont pas encore été appliquées.

Elle a expliqué comment le fort engagement et le leadership des institutions régionales aidaient à définir les politiques. En outre, selon les données disponibles, les pays sont fortement conformes à la législation sur l'enrichissement, mais ces données sont malheureusement rarement disponibles.

Le Dr Amadou Lamine Gueye, responsable régional de l'enrichissement alimentaire chez Hellen Keller International, a discuté du processus d'enrichissement alimentaire en Afrique. Il a présenté le projet FORTIFY West Africa financé par l'USAID qui a été mis en œuvre entre 2011 et 2016 dans les quinze pays de la CEDEAO. Le projet visait à ratifier des normes harmonisées pour l'enrichissement et à renforcer les systèmes de qualité. Le Dr Gueye a également décrit une initiative de bouillon financée par la Fondation Bill et Melinda Gates dans trois pays (Burkina Faso, Nigéria et Sénégal) visant à promouvoir l'utilisation de bouillons de cuisine enrichis. Des partenaires internationaux contribuent au développement de données probantes sur l'efficacité de ce véhicule d'enrichissement.

Mme Pontsho Sepoloane, conseillère technique principale pour la nutrition au sein de la Communauté de développement de l'Afrique australe, a présenté les initiatives et les expériences de la SADC en matière d'enrichissement alimentaire. En ce qui concerne l'enrichissement obligatoire, 6 des 16 États membres de la SADC ont une législation pour le maïs et 5 pour les graisses/huiles. Dix pays n'ont pas d'enrichissement obligatoire pour les aliments de base. Enfin, le sel est l'aliment le plus fréquemment enrichi, l'enrichissement du sel ayant lieu dans 13 pays de la SADC.

La SADC a lancé certaines activités visant à améliorer l'enrichissement alimentaire dans la région. Il s'agit notamment d'ateliers régionaux, de l'identification des besoins d'assistance, et d'une plate-forme pour les partenaires. Plusieurs types d'assistance ont déjà été fournis à différents pays et un programme d'harmonisation des normes minimales pour l'enrichissement a été approuvé par tous les pays.

POINTS-CLÉS DES QUESTIONS ET RÉPONSES

QUESTION

Les cubes de bouillons sont-ils associés à plusieurs maladies cardiovasculaires?

RÉPONSE

Il manque des preuves qui associent la consommation de bouillon à ces maladies. Une étude à grande échelle, basée sur des données secondaires, a montré que le bouillon n'était pas l'aliment principal fournissant du sodium dans la consommation quotidienne. HKI encourage les pays à mettre en œuvre de telles recherches, sur la base de données prospectives primaires.



Jean, sévèrement malnutri, fait un bilan de malnutrition dans une clinique de santé à Kananga, RDC © WFP/@Castofas

CE QU'IL FAUT RETENIR DE LA SESSION

Les gouvernements et les partenaires africains développent des initiatives fortes pour promouvoir l'enrichissement alimentaire.

Le nombre de véhicules d'enrichissement est encore faible et des initiatives doivent être prises pour l'augmenter.



Production de bouillie, mil, sorgho et autres selon les normes du Good Food Logo, Zambie. © WFP/Andy Higgins

RECOMMANDATIONS SÉANCE 3A

01

Les organisations et les gouvernements devraient élaborer des stratégies pour promouvoir un meilleur accès à l'information sur les avantages de l'enrichissement alimentaire ainsi qu'à l'information sur les politiques, les pratiques et l'état nutritionnel de la population afin de mieux suivre les mesures prises sur le terrain.

02

Il est important de disposer d'un soutien régional et d'une harmonisation pour l'élaboration des politiques, la législation et la création de normes pour la mise en œuvre des activités d'enrichissement alimentaire. Cela renforcera les actions nationales et garantira la cohérence entre les pays.

REGARDEZ L'ENREGISTREMENT DE LA SÉANCE 3A.



Enrichissement du riz. ©WFP/ Isheeta SumraIndia

SÉANCE 3B: ÉTAT DE L'ENRICHISSEMENT ALIMENTAIRE EN AFRIQUE : PARTAGE DES EXPÉRIENCES DES PAYS ET DES BONNES PRATIQUES (GROUPE MINISTÉRIEL)

Cette session, animée par M. Shawn Baker, nutritionniste en chef de l'USAID, visait à partager les expériences, les stratégies utilisées, les défis rencontrés, les opportunités saisies et les leçons apprises au Burundi, au Nigeria, en Côte d'Ivoire et au Tchad.

Dr Fidèle Nkezabahizi, Directeur du Programme national intégré d'alimentation et de nutrition du Burundi, a commencé la session en partageant les caractéristiques démographiques et socio-économiques de son pays, qui compte 12 millions d'habitants et où plus de 80% de sa population travaille dans le secteur agricole. Il a également souligné que la moitié des enfants de moins de 5 ans souffrent d'un retard de croissance et que plus de 60% de ces enfants sont anémiques.

Le gouvernement a donné la priorité à l'enrichissement alimentaire et à la biofortification pour lutter contre les niveaux élevés de malnutrition et de carences en micronutriments; et a entrepris les actions stratégiques suivantes :

- 1) inclure l'enrichissement alimentaire dans les stratégies et plans nationaux ainsi que l'adoption de diverses règles et législations favorables;
- 2) établir des partenariats financiers et techniques avec les agences des Nations Unies (PAM, FAO, etc.) et les bailleurs (gouvernement suisse) pour produire et enrichir localement des aliments nutritifs;
- 3) créer des coopératives de moulins communautaires pour renforcer leur capacité à s'engager dans des activités locales d'enrichissement (soutenues par le PAM, la FAO, le gouvernement suisse);
- 4) fournir des dons en nature de prémélanges et de semences biofortifiées (riches en zinc et en vitamine A) aux coopératives pour encourager les ménages à améliorer la teneur en nutriments de leurs aliments; et
- 5) fournir des dons en nature de poudres de micronutriments aux ménages à mélanger avec les repas pour les enfants de moins de 2 ans.

Ces actions stratégiques ont entraîné une diminution de la prévalence de l'anémie, dans l'espoir de réduire le retard de croissance des enfants à long terme grâce à des interventions d'enrichissement alimentaire et de nutrition. Cependant, les interventions sensibles à la nutrition devraient réduire les insuffisances nutritionnelles, sans s'engager à réduire le retard de croissance, l'émaciation, l'anémie et d'autres conditions médicales qui ont des étymologies complexes et peuvent ne pas répondre à l'amélioration de l'apport nutritionnel seul. Les principaux défis rencontrés étaient l'insuffisance de matières premières en raison de la saisonnalité de la production alimentaire, du changement climatique et des pertes post-récolte; des ressources financières limitées qui ne permettent pas une large couverture des programmes d'enrichissement; un approvisionnement lent / retardé en prémélange et en équipement en raison des restrictions COVID, et l'expiration de la stratégie nationale d'enrichissement.



Nana tient un paquet de Plumpy Cup, un supplément nutritionnel prêt à l'emploi à haute teneur en vitamines et minéraux, Niger. ©WFP/Simon Pierre Diouf

Parmi les occasions saisies, ont été l'utilisation de campagnes de marketing social, l'exploitation de l'expertise technique et logistique du PAM pour fournir des aliments enrichis par le biais de programmes de nutrition, la création d'un réseau de nutrition du secteur privé qui investit dans l'enrichissement alimentaire, la création d'une agence nationale de sécurité alimentaire et d'un groupe de travail pour l'élaboration d'une politique nationale contre les aflatoxines, et le partenariat avec le CERFAM pour élaborer une nouvelle stratégie nationale de fortification fondée sur des données probantes.

SEM Pierre N'gou Dimba, ministre de la Santé, de l'Hygiène publique et de la Couverture médicale universelle, Côte d'Ivoire, a poursuivi en partageant que la malnutrition, y compris les carences en micronutriments et l'obésité, sont une préoccupation majeure pour le pays. Il a mentionné que la création d'un environnement et d'une demande favorables grâce à des stratégies, plans, règles et législations nationaux en matière de nutrition et à la commercialisation sociale, ainsi qu'à la mise en place de mécanismes de contrôle de la qualité et au renforcement des capacités des entreprises de production et de transformation des aliments, étaient essentielles pour améliorer la situation nutritionnelle en Côte d'Ivoire. Le Dr Dimba a souligné la nécessité de lier le travail national de fortification aux cadres régionaux (CEDEAO et OOAS), ainsi qu'aux secteurs nationaux WASH et agricole.

Le Dr Mahamat BECHIR, Directeur de la nutrition au Ministère de la Santé publique et de la Solidarité nationale du Tchad, a déclaré que la sous-nutrition et les carences en micronutriments étaient endémiques dans son pays et étaient restées au-dessus des niveaux critiques (>30%) au cours des cinq dernières années. Le gouvernement a cherché à répondre à ces préoccupations en créant un environnement favorable grâce à des politiques, des stratégies, des règlements et des projets favorables à la fortification de la farine et de l'huile; en renforçant la production locale d'aliments nutritifs fortifiés, comme les céréales instantanées; en assurant l'utilisation d'aliments enrichis dans les programmes de cantine scolaire et de poudres de micronutriments dans les ménages; et en encourageant l'utilisation de semences biofortifiées et de plantes à haute valeur nutritive (spiruline, moringa, patate douce à chair orange).



Des repas à base de super céréales sont servis aux femmes enceintes et allaitantes bénéficiaires d'une assistance dans le cadre du projet RESIGUI, à Frenkamaya, Guinée. © WFP/Studio 2k

Le sénateur Dr. Olorunnibe Mamora, Ministre d'État de la Santé du Nigéria, a conclu la session en soulignant l'expérience du pays en matière d'iodation universelle du sel, qui a été obtenue grâce à des partenariats solides avec le secteur privé, des campagnes de communication de masse, un plaidoyer de haut niveau, des alliances nationales d'enrichissement et des interventions techniques. Dr. Mamora a souligné que le pays a été en mesure de fortifier d'autres produits de base tels que la farine de blé, la farine de maïs, le sucre et les huiles végétales, en s'appuyant sur son expérience avec le sel, et a conduit à la création de la National Fortification Alliance, présidée par le secteur industriel, en 2007. Actuellement, le pays est en train d'ajouter le riz comme aliment de base pour la fortification nationale.

Parmi les défis persistants rencontrés, sont: la mauvaise conformité des fabricants aux normes et standards et la contrebande d'aliments à travers les frontières. Pour relever ces défis, un forum annuel des directeurs est organisé pour examiner la conformité du secteur industriel et le gouvernement a mis en place une plate-forme qui facilite un engagement fort avec les plus hauts niveaux du gouvernement, du secteur privé et des groupes de la société civile pour assurer la conformité à la qualité et aux normes. Le gouvernement travaille également à l'institutionnalisation de la surveillance et de l'application des normes alimentaires nationales et à l'expansion des activités de plaidoyer pour améliorer la sensibilisation et l'appréciation des consommateurs à l'égard des aliments enrichis.

POINTS-CLÉS DES QUESTIONS ET RÉPONSES

La séance de questions-réponses s'est appuyée sur les défis rencontrés et les leçons apprises sur l'engagement du secteur privé dans chaque pays. Ceux-ci incluent la chaîne d'approvisionnement du prémélange, le soutien des politiques fiscales pour le statut hors taxes du prémélange (réduisant ainsi le coût des aliments nutritifs), le renforcement des coopératives des moulins communautaires pour répondre à la demande d'aliments enrichis, les stratégies de marketing social et l'encouragement de l'appropriation par le secteur privé l'enrichissement alimentaire, le gouvernement jouant davantage un rôle de réglementation



Quelles ont été les stratégies des pays qui ont réussi à impliquer les acteurs du secteur privé, en particulier le monde des affaires?

(Mr. Shawn Baker, USAID):

« Engager le secteur privé est essentiel au succès, car le secteur privé est l'acteur qui enrichit réellement les aliments. Quelques leçons spécifiques: 1. Engagez-les tôt; 2. Exposez-les aux preuves des impacts de l'enrichissement alimentaire; 3. Positionner l'enrichissement alimentaire comme une bonne pratique mondiale; 4. Dans la mesure du possible, travailler avec les organisations existantes de l'industrie; 5. Écouter les besoins des industries en termes de soutien et s'efforcer d'être réactifs (ces besoins peuvent souvent ne pas se limiter aux « besoins techniques » stricts de l'enrichissement); 6. Élever la question au niveau des dirigeants des industries, étant donné qu'ils ont généralement l'autorité budgétaire; 7. Fournir des plateformes pour célébrer leurs contributions. Parmi les exemples spécifiques, citons la voix forte de l'association de l'industrie de l'huile de cuisson (AIFO-UEMOA) en Afrique de l'Ouest adoptant officiellement l'enrichissement en vitamine A comme mandat pour ses membres et l'examen annuel des directeurs des principales industries alimentaires impliquées dans l'enrichissement alimentaire à grande échelle au Nigeria.



Rahma Hassan, 4 ans, se remet d'une malnutrition sévère avec l'aide de suppléments, Kenya. © WFP/Martin Karimi



Quel engagement votre pays pourrait-il apporter au Sommet sur la nutrition au service de la croissance vis-à-vis de l'engagement du secteur privé dans le domaine de l'enrichissement ?

Les pays ont indiqué les priorités à présenter lors du Sommet sur la nutrition au service de la croissance. Le Dr Bechir du Tchad a confirmé l'engagement du gouvernement à poursuivre les efforts visant à renforcer l'enrichissement et à renforcer l'engagement du secteur privé pour atteindre les objectifs des ODD. Dr Fidele, du Burundi, a souligné que des dialogues nationaux sur les systèmes alimentaires avaient eu lieu et qu'une feuille de route avait été préparée dans laquelle l'engagement du secteur privé pour soutenir l'enrichissement alimentaire était inclus. Dr Dimba, de la Côte d'Ivoire, a souligné la nécessité de mobiliser des ressources par le biais de mécanismes novateurs dans lesquels il envisage un rôle important pour le secteur privé. Pour conclure, le Dr Mamora a réaffirmé l'importance de l'engagement avec le secteur privé pour faire progresser la nutrition et soutenir l'amélioration de l'enrichissement.

CE QU'IL FAUT RETENIR DE LA SESSION

Le leadership politique est décisif pour que l'enrichissement alimentaire se réalise en Afrique.

Une coordination étroite de la part des gouvernements et l'engagement et l'appropriation complets de l'enrichissement alimentaire à grande échelle par l'industrie alimentaire sont le seul moyen de remplir le mandat d'enrichissement.

RECOMMANDATIONS SÉANCE 3B

01

Un engagement fort et cohérent de haut niveau du secteur privé est nécessaire pour améliorer la sécurité et la qualité de l'enrichissement alimentaire conformément aux normes et directives nationales, régionales et mondiales.

02

Des plans d'investissement multisectoriels pour l'enrichissement alimentaire (en particulier en ce qui concerne l'agriculture, l'utilisation de l'eau, l'éducation et l'eau, l'assainissement et l'hygiène - WASH) car il s'agit d'un ensemble complémentaire d'interventions multisectorielles sensibles à la nutrition qui sont nécessaires pour assurer l'adéquation alimentaire des populations.

03

De solides structures de coordination, du niveau national jusqu'au niveau des provinces et des districts, devraient être créées pour assurer une gouvernance efficace, ce qui est essentiel pour le respect des normes et standards d'enrichissement alimentaire.

REGARDEZ L'ENRE-
GISTREMENT DE LA
SÉANCE 3B



SÉANCE 3C: ÉTAT DE L'ENRICHISSEMENT ALIMENTAIRE EN AFRIQUE - PARTAGE DES EXPÉRIENCES ET DES BONNES PRATIQUES DES PAYS

Au cours de cette session, les participants ont entendu trois représentants gouvernementaux parler des expériences de leur pays en matière de réglementation, de stratégies, de certifications et de surveillance du marché sur la vente et la qualité des aliments fortifiés. La session a été modérée par le Dr Ronald Afidra, coordinateur du réseau Afrique de l'Initiative pour l'enrichissement alimentaire (FFI).

M. Abdoulaye Ka, Secrétaire exécutif national du Conseil national de développement de la nutrition, Sénégal, a commencé par une intervention sur les cadres, politiques et directives réglementaires. Il a décrit comment les politiques et les directives créent un environnement favorable à la mise en œuvre et a souligné les facteurs de succès d'une bonne représentation de la nutrition dans les documents de stratégie nationale : la création d'une approche multisectorielle, d'alliances régionales et de partenariats financiers et techniques, et un cadre pour les partenariats public-privé. Il a également évoqué les défis actuels de l'application du contrôle de la qualité et du financement durable des programmes.

Mme Maria Aba Lovelace-Johnson, Cheffe du Bureau de la réglementation, Département de la lutte contre la fraude alimentaire, Food and Drug Authority, Ghana, a ensuite fait une présentation sur les certifications, les normes et l'assurance qualité. Elle a décrit l'expérience du Ghana dans l'établissement et l'application de normes, y compris l'inspection des installations, l'enregistrement des produits et la surveillance du marché grâce à un échantillonnage aléatoire des produits.

Elle a décrit certains défis liés aux initiatives d'enrichissement du pays en général, y compris le commerce transfrontalier – où les pays voisins ont différents niveaux d'enrichissement dans leurs normes, et le défi de la méfiance des consommateurs à l'égard des aliments enrichis.

Le Dr Jean Jacques Mbungani Mbanda, Ministre de la Santé Publique, de l'Hygiène et de la Prévention, et le Dr Bruno Bindamba Senge, Directeur de PRONANUT, Ministère de la Santé Publique, de l'Hygiène et de la Prévention, et Secrétaire Exécutif du Mouvement SUN en RDC, ont discuté des défis et des opportunités de l'enrichissement en République Démocratique du Congo (RDC). En RDC, des efforts sont mis en place, notamment l'élaboration d'une stratégie nationale d'enrichissement alimentaire; toutefois, l'enrichissement n'est pas prioritaire en raison du conflit armé en cours, de l'insécurité et de la crise humanitaire.



Gershom (4) mange des haricots, en Zambie, où 35 pour cent des enfants de moins de 5 ans souffrent de retard de croissance et 12 pour cent souffrent d'insuffisance pondérale. ©WFP/Andy Higgins

**REGARDEZ L'ENRE-
GISTREMENT DE LA
SÉANCE 3C**



PRINCIPAUX POINTS À RETENIR



Les pays africains continuent de lutter contre les carences en micronutriments, en particulier en fer, en zinc et en vitamine A.

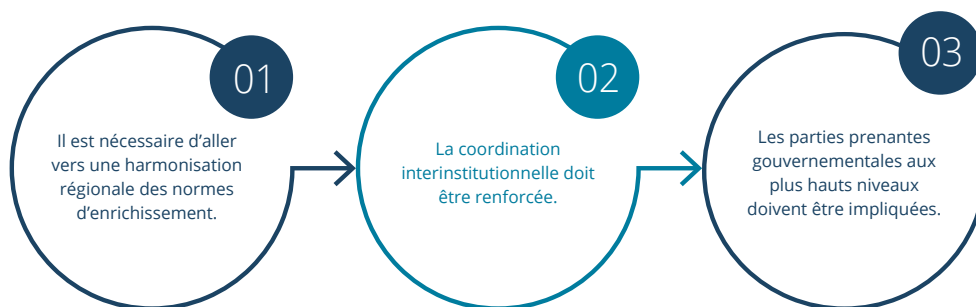


Dans tous les pays participants à la session, les carences en micronutriments sont bien reflétées dans la planification et les stratégies économiques des gouvernements.



Tous les pays participants à la session ont investi dans le renforcement des capacités, l'engagement communautaire et la collaboration interministérielle pour renforcer l'enrichissement.

RECOMMANDATIONS SÉANCE 3C



Une équipe de cuisinières triant du riz pendant la préparation des repas scolaires, Madagascar. © WFP/Alice Rahmoun

SÉANCE 4 : INITIATIVES PROMETTEUSES À PROMOUVOIR EN MATIÈRE D'ENRICHISSEMENT ALIMENTAIRE : LEÇONS APPRISSES, RÉSULTATS ET IMPACTS

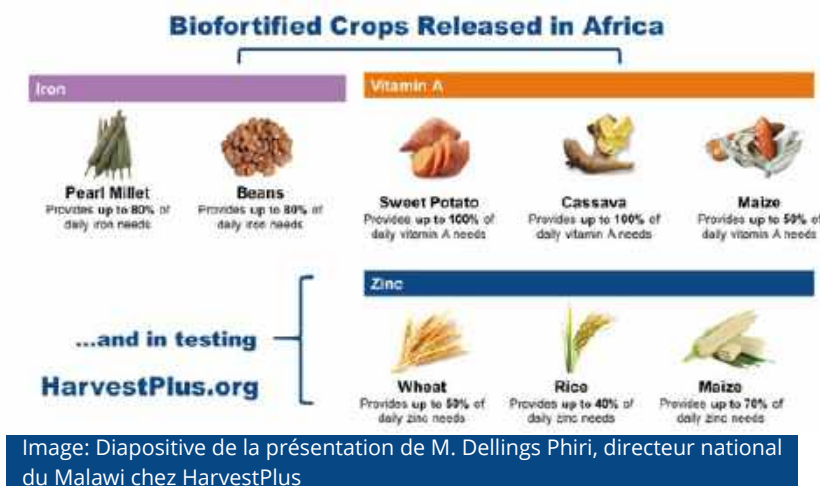
Cette session a servi de forum aux acteurs locaux pour partager leur expérience sur les initiatives d'enrichissement alimentaire en Afrique et a été modérée par Mme Katrien Ghoois, Conseillère régionale en nutrition du PAM en Afrique de l'Ouest.

M. Andreas Bluethner, directeur de la nutrition, Fondation Bill & Melinda Gates, a présenté les activités de la fondation pour promouvoir la nutrition, y compris les systèmes d'enrichissement alimentaire à grande échelle (LSFF), dont on estime qu'ils ont le potentiel de réduire le nombre d'années de vie corrigées de l'incapacité de 400 000 DALY en Inde, en Éthiopie et au Nigeria. M. Bluethner a énuméré les principaux défis nutritionnels sur lesquels la fondation concentre son attention: les lacunes en matière de données, les besoins en matière d'avancement de la recherche et du développement, la faible capacité technologique, les faibles normes d'enrichissement alimentaire à grande échelle (LSFF) et le faible respect de la législation.

M. Raoul Boletto, Directeur national adjoint du PAM au Tchad, a partagé l'expérience PRO-FORT au Tchad. PRO-FORT est un projet pilote d'enrichissement alimentaire mené par le PAM en collaboration avec le Gouvernement tchadien qui vise à promouvoir la production locale d'aliments complémentaires fortifiés au Tchad. Le projet PRO-FORT s'est concentré sur le renforcement des capacités de production locale, le marketing social pour encourager la consommation d'aliments fortifiés et l'amélioration des cadres juridiques pour l'enrichissement alimentaire. Il a souligné la bonne complémentarité entre les différents acteurs de ce projet et les mesures prises pour assurer sa pérennité.

Mme Simone Zoundi, Directrice Générale de SODEPAL au Burkina Faso, a partagé l'expérience d'une entreprise privée de production alimentaire produisant des aliments fortifiés. Elle a discuté de réalisations telles que la certification internationale et la création d'associations nationales, sous-régionales et continentales pour le plaidoyer. Mme Zoundi a également énuméré les difficultés et les défis auxquels ils sont toujours confrontés, notamment les problèmes d'accès au crédit, la fraude et la corruption, l'accès aux matières premières et la nécessité d'un renforcement technologique.

M. Dellings Phiri, directeur national du Malawi chez HarvestPlus, a présenté l'expérience de la biofortification du système alimentaire en Afrique. HarvestPlus met en œuvre la biofortification avec une approche conventionnelle sans organisme génétiquement modifié (OGM), en utilisant huit aliments de base différents enrichis en fer, en vitamine A ou en zinc. M. Phiri a décrit l'effet du fort engagement des gouvernements. Il a affirmé que la biofortification est moins chère et apporte plus d'avantages à long terme par rapport à l'enrichissement industrielle et a invité les partenaires privés à y investir.



La professeure Hanta Marie Danielle Vololontiana, coordinatrice nationale de l'Office National de Nutrition de Madagascar, a été la dernière contributrice au panel. Elle a expliqué comment le gouvernement malgache a centralisé toutes les interventions publiques sur la nutrition à travers l'Office National de Nutrition. Elle a souligné que l'enrichissement alimentaire était une stratégie clé pour améliorer la santé de la population et a présenté les améliorations importantes apportées à la réglementation. Madagascar utilise maintenant une stratégie d'enrichissement ciblée qui implique à la fois les entreprises privées et les communautés. Les prochaines étapes consistent à élaborer une stratégie nationale, à mener une enquête nationale sur les carences en micronutriments et à intensifier les stratégies communautaires.

CE QU'IL FAUT RETENIR DE LA SESSION

De nombreux défis subsistent, notamment le manque de données, de connaissances (recherche et développement) et de technologie.

Le secteur privé est un partenaire clé pour les programmes d'enrichissement alimentaire.

La biofortification est une approche durable pour l'amélioration de la nutrition.



Une bénéficiaire de l'assistance nutritionnelle dans le cadre du projet RESIGUI, mangeant un repas à base de supercéréales, Guinée. ©WFP/Studio 2k

RECOMMANDATIONS SÉANCE 4



Les organisations et les gouvernements devraient s'associer aux entreprises privées et aux communautés locales pour une production alimentaire enrichie. La réglementation devrait faciliter l'enrichissement.

Les entreprises privées devraient investir dans la biofortification pour contribuer à l'effort général de promotion d'une meilleure nutrition.



REGARDEZ L'ENREGISTREMENT DE LA SÉANCE 4



SÉANCE 5 : INITIATIVES D'ENRICHISSEMENT DU RIZ

Cette session visait à faciliter une compréhension commune des initiatives d'enrichissement du riz en Afrique de l'Ouest. Il a été modéré par Dr Yan Jia, spécialiste de la coopération Sud-Sud, Centre d'excellence du PAM pour la transformation rurale (Chine).

M. Penjani Mkambula, Responsable du Programme mondial d'enrichissement alimentaire, GAIN, a commencé la session en donnant un aperçu de l'état de l'enrichissement du riz à l'échelle mondiale, des raisons pour lesquelles l'enrichissement du riz est nécessaire et des mesures nécessaires pour la développer en Afrique. Il a souligné que 3 milliards de personnes dans le monde n'ont pas les moyens de se permettre une alimentation saine – définie comme étant sûre, nutritive et diversifiée – qui nécessiterait une grande partie des revenus des ménages. Comme ceci n'est pas une possibilité, les ménages sont obligés de compter sur des aliments de base pauvres en micronutriments.

Trois milliards de personnes mangent du riz comme principal aliment de base dans le monde, en particulier en Afrique, ce qui signifie que le riz est un véhicule stratégique pour améliorer les apports alimentaires. L'OMS a publié en 2018 des lignes directrices sur l'enrichissement riz qui peuvent être utilisées pour éclairer les normes nationales. À l'échelle mondiale, sept pays ont rendu obligatoire l'enrichissement du riz (en Amérique latine et en Asie), tandis que 86 pays ont rendu obligatoire l'enrichissement du blé, du maïs et/ou du riz. À l'échelle mondiale, seulement 20 % des céréales moulues industriellement ont été enrichies en 2020, dont 1 % pour le riz. La majorité des initiatives d'enrichissement du riz se trouvent en Amérique latine, en Asie et maintenant certains efforts ont commencé en Afrique de l'Ouest – Sénégal, Côte d'Ivoire, Nigéria et Mali. M. Mkambula a déclaré que la création d'un environnement favorable, l'adoption par le secteur industriel et le développement de modes de livraison holistiques sont essentiels pour intensifier l'enrichissement du riz en Afrique.

Dr. Corinne Ringholz, Conseillère en matière d'enrichissement alimentaire au PAM, a poursuivi avec la présentation Technologies, normes et assurance de la qualité : Initiatives du PAM en matière d'enrichissement du riz. Elle a souligné que les principales initiatives du PAM en matière d'enrichissement du riz comprennent l'évaluation, les politiques et le plaidoyer, la production, la qualité et la sécurité, la demande et la livraison. Elle a également indiqué que les technologies actuelles disponibles pour l'enrichissement du riz sont le saupoudrage, l'enrobage et l'extrusion (bien que le PAM ne distribue et n'approuve que le riz enrichi enrobé et extrudé, compte tenu des pratiques de rinçage et de cuisson dans une grande partie du monde), et que le PAM a un point de vue neutre entre les grains enrobés et extrudés, reconnaissant la myriade de facteurs qui doivent être pris en considération pour tout contexte donné. Dr. Ringholz a souligné que le PAM fournit aux pays un appui technique étape par étape pour établir des normes et des critères; identifier les mélangeurs locaux et renforcer leur capacité à produire du riz enrichi sûr et de haute qualité; aider les mélangeurs/entreprises de transformation locaux à mettre en place leurs systèmes de sécurité alimentaire, d'assurance qualité et de gestion; et mettre en place des laboratoires de référence régionaux et nationaux pour l'évaluation des aliments enrichis.



M. Abdelmajid Touzani, Directeur général pour l'Afrique de l'Ouest, et M. Tom Gao, chef d'équipe, One Belt One Road Team, Bühler, ont conclu la session en partageant le rôle de Bühler dans l'amélioration de l'enrichissement du riz. La société préconise l'utilisation de l'extrusion et du mélange de grains fortifiés (ratio de 0,5 à 2%) comme un bon moyen d'enrichir le riz. Dans l'ensemble, Bühler (en Chine) fournit 10 à 20 tonnes métriques par an de riz enrichi au PAM pour l'utiliser dans ses interventions en matière de nutrition et de sécurité alimentaire. La société travaille avec l'Union Africaine pour développer les capacités de production locales et les initiatives d'enrichissement alimentaire.

POINTS-CLÉS DES QUESTIONS ET RÉPONSES

La séance de questions-réponses a porté sur l'importance pour les pays d'Afrique de l'Ouest de veiller à ce que le riz national et importé soit enrichi, en mettant l'accent sur le respect des normes et standards nationaux. Avec les progrès rapides de la technologie et le renforcement continu des capacités en matière d'enrichissement dans la région, les pays d'Afrique de l'Ouest sont au bon endroit pour initier l'enrichissement locale du riz, bien que l'accès à des quantités suffisantes de brisures de riz puisse être un défi potentiel.

La session a également fourni les précisions suivantes :

- 1) le riz brun et le riz étuvé ne sont pas aussi nutritifs que le riz enrichi;
- 2) la durée de conservation du riz enrichi dépend de la teneur en humidité, du type d'emballage et de l'exposition aux températures élevées, aux rayons UV et à l'oxygène et
- 3) la durée de conservation du riz enrichi est généralement de 6 à 12 mois.

Q - QUELLE PART DU RIZ CHINOIS BÜHLER ENRICHI-T-IL, C'EST-À-DIRE SA PART DE MARCHÉ ?

R - (M. Tom Gao): À l'heure actuelle, dans le monde entier, le principal marché du riz enrichi se trouve dans deux régions: les États-Unis (Amérique du Sud) et l'Asie (pays insulaires, comme le Timor oriental et la Papouasie-Nouvelle-Guinée). Bühler approvisionne principalement le marché asiatique. En ce qui concerne la façon de promouvoir le riz enrichi, à mon avis, la Papouasie-Nouvelle-Guinée a une bonne expérience, ils ont créé une loi selon laquelle le riz sur le marché doit être enrichi. Le riz enrichi est un moyen raisonnable de soutenir la nutrition localement, en particulier pour les régions qui ont peu d'aliments nutritifs disponibles et les citoyens locaux ne peuvent pas obtenir suffisamment de nutriments de la viande, par exemple. Les gouvernements doivent assumer la responsabilité de promouvoir cette politique.

CE QU'IL FAUT RETENIR DE LA SESSION

L'enrichissement du riz est une occasion manquée en Afrique. Avec l'élan croissant et les progrès technologiques (p. ex., les grains extrudés ou les grains enrobés), il est possible d'intensifier l'enrichissement du riz

Un environnement politique favorable, un plaidoyer de haut niveau, des activités globales de communication pour le changement social et de comportement (CCSC), des activités de recherche formative et des activités de génération de la demande sont tout aussi importants pour intensifier les programmes d'enrichissement du riz dans un pays ou une région donnés



Différents types de riz à Madagascar. © WFP/Christine Trudel

RECOMMANDATIONS SESSION 5

1

Il est nécessaire de créer un environnement favorable, en particulier en créant, en mettant en œuvre, en surveillant et en appliquant des politiques, des normes et des standards, et en consolidant la production de riz enrichi.

2

Il est nécessaire d'assurer l'adoption par le secteur industriel en forgeant des partenariats, en maintenant les chaînes d'approvisionnement en prémélanges et en brisures de riz pour permettre la production et l'accès à des grains de riz enrichis abordables.

3

Il est nécessaire de construire un modèle de livraison holistique, où l'accès au riz enrichi est assuré sur les marchés locaux. Ce modèle devrait également garantir l'accès au riz enrichi par le biais de programmes de protection sociale et de filets de sécurité pour les ménages les plus vulnérables.



Préparation de repas scolaires à base de riz, Madagascar. © WFP/Alice Rahmoun

**REGARDEZ L'ENRE-
GISTREMENT DE LA
SESSION 5**



SÉANCE 6 : PARTAGE DES EXPÉRIENCES DES PAYS AUX NIVEAUX MONDIAL, RÉGIONAL ET NATIONAL

La session, modérée par le professeur Joao Bosco Monte, président de l'Institut Brésil Afrique, a examiné à l'intérieur et au-delà de l'Afrique des expériences de pays et des exemples de bonnes pratiques.

Le Dr Eduardo Nilson, Coordonation de l'alimentation et de la nutrition, ministère de la Santé, et Sineide Neres, experte du ministère Brésilien de l'Éducation, ont partagé l'expérience et les leçons tirées de la longue histoire du Brésil en matière de politique d'enrichissement à grande échelle. Ils ont discuté de l'importance de choisir le bon véhicule alimentaire, comme dans le cas de la farine de maïs au Brésil, qui est largement consommée par les pauvres, et de l'importance d'utiliser des tableaux de composition des aliments et des données nationales désagrégées pour guider la politique d'enrichissement. Dans l'exemple de l'alimentation scolaire, qui aide maintenant 20% de la population brésilienne, les participants ont entendu comment, bien que la priorité soit que les enfants reçoivent des nutriments par l'alimentation, de nombreux enfants, en particulier parmi les communautés les plus pauvres, ne peuvent pas satisfaire leurs besoins nutritionnels par l'alimentation sans aliments enrichis.

Ensuite, le Dr Joshita Lamba du Food Fortification Resource Centre, Food Safety and Standards Authority of India (FASSI), a partagé les expériences, les défis et les leçons apprises de l'Inde avec l'enrichissement obligatoire. Elle a décrit certaines pratiques réussies, notamment la création d'un logo que les entreprises peuvent utiliser sur les aliments enrichis, la formation d'agents de sécurité sanitaire des aliments, des stratégies de marketing social pour gérer la désinformation sur l'enrichissement et des études en collaboration avec des établissements d'enseignement pour répondre aux préoccupations des experts concernant une éventuelle toxicité.

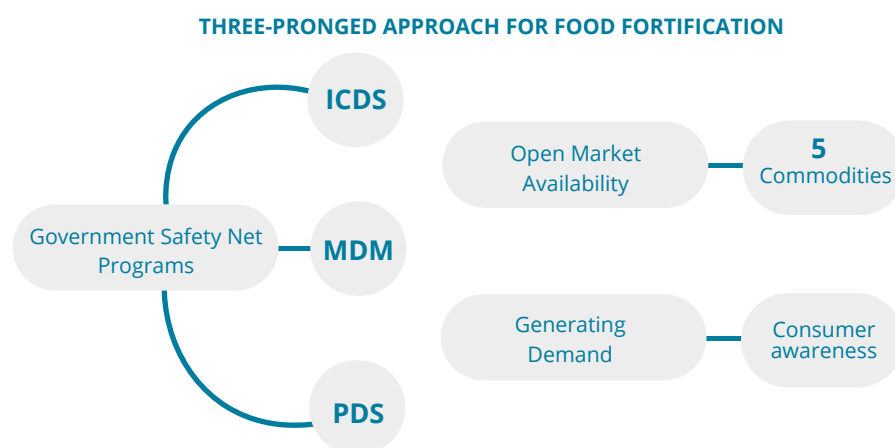


Image : Approches pour la fortification alimentaire du Food Fortification Resource Centre, Food Safety and Standards Authority of India (FASSI)

Le Dr Patricia N'goran, Conseillère principale du CERFAM, présidence de la République de Côte d'Ivoire, et le professeur Albarin Gbogouri, consultant national pour l'enrichissement alimentaire du PAM Côte d'Ivoire, ont couvert le potentiel du riz fortifié en Côte d'Ivoire et ont présenté une série d'options sur la manière dont cela pourrait être mis à l'échelle. Ils ont également décrit les différentes études préparatoires qui constitueront la base de cette initiative.



Le PAM soutient le rétablissement nutritionnel de plus de 3 000 enfants souffrant de malnutrition dans le pays, Zimbabwe. © WFP/Tatenda Macheka

POINTS-CLÉS DES QUESTIONS ET RÉPONSES:

Comment s'effectue le suivi dans le contexte de la consommation alimentaire au Brésil ?

Le Brésil surveille les niveaux d'enrichissement à la fois dans les usines de broyage et de sel, ainsi que les produits enrichis sur les marchés. L'information est agrégée dans un vaste rapport national qui surveille l'enrichissement.

Comment l'Inde gère-t-elle l'enrichissement dans les programmes de repas scolaires ?

L'Inde fournit des déjeuners avec du blé enrichi, de l'huile, du riz et du sel.

PRINCIPAUX POINTS À RETENIR :



Les petits producteurs peuvent avoir besoin d'un soutien additionnel avec des lignes directrices et des délais appropriés.

L'enrichissement, la supplémentation et la diversification alimentaire sont des stratégies complémentaires et ne s'excluent pas mutuellement. La supplémentation est la voie la plus rapide, mais ne couvre pas l'ensemble de la population, tandis que l'amélioration de la diversité alimentaire prend le plus de temps pour observer le changement.



La collaboration et la mise en réseau des intervenants sont essentielles.

RECOMMANDATIONS SESSION 6



Les communautés vulnérables devraient être prises en compte en premier dans la politique d'enrichissement, car certaines peuvent encore être déficientes en micronutriments après l'enrichissement et nécessiter des interventions supplémentaires.



Les systèmes alimentaires doivent être choisis en tenant compte des habitudes de consommation des communautés vulnérables.



La politique d'enrichissement doit être harmonisée avec d'autres politiques, par exemple l'iodation du sel pour réduire les risques de maladies non transmissibles (MNT).

**REGARDEZ L'ENRE-
GISTREMENT DE
LA SESSION 6.**



SÉANCE 7 : CHÂÎNES DE VALEUR RIZ : QUELLES AMÉLIORATIONS DE L'ENRICHISSEMENT POUR RENFORCER LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE ?

Cette session s'est concentrée sur le potentiel de l'enrichissement du riz pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition, les défis et les opportunités, et les améliorations nécessaires pour passer à l'échelle. Il a été modéré par le Dr Robert Gueï, Coordonnateur sous-régional pour l'Afrique de l'Ouest, FAO.

Le Dr Sékou Sangaré, Commissaire à l'agriculture, à l'environnement et aux ressources en eau de la CEDEAO, a donné un aperçu régional des défis liés à l'importation et à la production de riz. Il a déclaré que la politique agricole régionale constitue une opportunité pour la transformation massive des produits agricoles d'ici 2025 en Afrique de l'Ouest.

Le Dr Harold Roy-Macauley, Directeur général du Centre AfricaRice, a discuté des opportunités et des perspectives d'amélioration du riz dans la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Il a insisté pour qu'une approche intégrée soit adoptée pour améliorer l'enrichissement du riz pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Avec le taux de consommation de riz qui devrait augmenter en Afrique, a-t-il déclaré, des mesures devraient être prises tout au long de la chaîne de valeur, telles que la diversification alimentaire, l'enrichissement et la biofortification pour créer des régimes alimentaires plus sains.

M. Joseph Assouhan, de l'Agence pour le Développement De la filière Riz (ADERIZ), Côte d'Ivoire, a discuté de l'investissement dans la chaîne de valeur du riz en Côte d'Ivoire, présentant des initiatives prometteuses en cours telles que le renforcement des capacités des petites rizeries pour l'enrichissement locale, et des domaines d'amélioration continue tels que l'introduction du riz enrichi dans les circuits de passation des marchés publics.

Le professeur Huo Junsheng, du Centre chinois de contrôle et de prévention des maladies, Chine, a parlé de l'investissement dans les chaînes de valeur du riz. Il a souligné les facteurs de succès de la recherche approfondie sur les tests de formulation / processus, l'acceptation par les consommateurs, le marketing, et a souligné la nécessité de partenariats public-privé pour la sensibilisation et le marketing.

CE QU'IL FAUT RETENIR DE LA SESSION

Le riz est un aliment de base clé en Afrique de l'Ouest et il y a eu une augmentation substantielle de la consommation, des importations et de la production de riz ces dernières années ; cependant il y a un déficit de production locale et une grande partie du riz est importée pour répondre à la demande.

Les efforts et les investissements dans la région sont disparates.

L'enrichissement doit être fait en tenant compte des régimes alimentaires traditionnels et des besoins des consommateurs.



Elvie Noukounwi, 7 ans, bénéficie des repas scolaires du PAM, Bénin. ©WFP/Rein Skullerud

RECOMMANDATIONS SESSION 7



Il est urgent d'avoir et de maintenir un environnement politique favorable à l'enrichissement par le biais de cadres réglementaires et d'actions gouvernementales dans chaque pays.

Il existe un besoin de réglementation pour les pays exportateurs de riz tels que l'Inde, la Chine, la Thaïlande et le Vietnam, afin qu'ils n'exportent que du riz enrichi vers l'Afrique.



Il est nécessaire d'investir massivement dans les infrastructures et les installations modernes de transformation et d'enrichissement du riz.

Les mécanismes d'amélioration du processus de commercialisation (étiquetage, emballage, traçabilité, numérisation, infrastructure, promotion) devraient être priorités.



Il est nécessaire d'établir une plate-forme nationale et régionale permanente et active pour le partage d'expériences, de bonnes pratiques et le suivi des programmes d'enrichissement

La coopération technique Sud-Sud dans la production, la transformation et l'enrichissement du riz devrait être renforcée.



**REGARDEZ L'ENRE-
GISTREMENT DE LA
SESSION 7.**



SÉANCE 8 : ENGAGEMENT DES PARTENAIRES TECHNIQUES ET FINANCIERS EN FAVEUR DE L'ENRICHISSEMENT ALIMENTAIRE

Modérée par le Dr Rolf Klemm, vice-président de la nutrition chez Hellen Keller International, cette session a réuni une variété de points de vue des partenaires techniques et financiers pour discuter des lacunes, des défis, des opportunités et du soutien potentiel.

M. Martin Fregene, Directeur du Département de l'agriculture et de l'agro-industrie de la Banque africaine de développement, a discuté du financement innovant des initiatives d'enrichissement alimentaire et de la manière dont la Banque encourage les pays membres de la région à donner la priorité aux prêts axés sur la nutrition.

Il a parlé du potentiel des approches agricoles, telles que la biofortification, pour relever les défis nutritionnels.



Photo: Intervenants à la session « Engagement des partenaires techniques et financiers en faveur de l'enrichissement alimentaire »

Il a parlé du potentiel des approches agricoles, telles que la biofortification, pour relever les défis nutritionnels et de la nécessité d'évaluer leur impact. Il a également évoqué l'importance d'avoir des champions pour la cause, décrivant comment l'initiative African Leaders for Nutrition a mis en place des champions de haut niveau pour promouvoir le dialogue et augmenter les investissements dans la nutrition.

M. Shawn Baker, nutritionniste en chef à l'USAID, a partagé les initiatives et les approches de l'USAID, notamment celles portant sur l'amélioration des régimes alimentaires en investissant dans l'enrichissement alimentaire à grande échelle ou industrielle et en investissant dans des partenariats et un plaidoyer pour réaliser les avantages de l'enrichissement, qui fournit un « filet de sécurité » pour l'apport en vitamines et minéraux essentiels. Il a présenté les six éléments clés lors de la discussion sur l'enrichissement alimentaire à grande échelle, comme illustré ci-dessous.

KEY ELEMENTS TO ACHIEVE LARGE-SCALE FOOD FORTIFICATION



Nyota tient un bidon d'huile de cuisson fortifiée, RDC. © WFP/Arlette

Ces éléments clés sont des aspects importants à prendre en considération pour faire progresser l'enrichissement alimentaire dans un contexte donné. M. Baker a expliqué ces aspects et a fourni quelques leçons apprises sur ce domaine.

Lessons Learned

- More relevant than ever to build micronutrient security into the food system
- On-the-ground presence essential to catalyze action
- Industry fortifies – rest of us facilitate
- Understand and respect points-of-view of diverse partners and acknowledge their contributions
- Maintain open, transparent, frequent communications
- Regional-led supportive environment for scale-up - does not replace country-level action
- Industries are key champions – want “level playing field”
- Iterative process, must build in flexibility

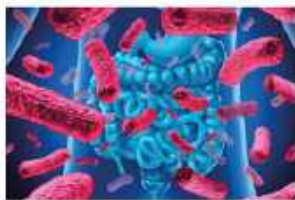


M. Ashish Pande, directeur général et vice-président principal, OLAM Nigeria, a discuté des besoins, des défis et des opportunités dans le rôle du secteur privé dans l'enrichissement alimentaire en Afrique. M. Pande a décrit comment le secteur privé peut contribuer en mettant en place des installations de prémélange à la pointe de la technologie, en assurant la conformité à 100 % aux normes d'enrichissement, en investissant dans l'éducation des consommateurs, en tirant parti des meilleures pratiques mondiales et en développant de nouveaux produits.

M. Yannick Foing, Directeur mondial de l'amélioration de la nutrition, DSM, a donné des exemples concrets d'initiatives où des partenariats stratégiques avec des compétences complémentaires sont essentiels pour combler le déficit en nutriments, y compris un partenariat avec le PAM pour la production de SuperCereal Plus et de riz enrichi; le développement de produits novateurs pour améliorer la digestibilité et l'absorption des nutriments, la santé intestinale et la réponse immunitaire; et l'amélioration des technologies de transformation des aliments, en fournissant des aliments enrichis qui sont souhaitables et abordables pour les consommateurs. M. Foing a souligné que le système alimentaire devrait être dirigé par les consommateurs – que veulent-ils, que peuvent-ils se permettre, comprennent-ils les avantages de l'enrichissement – en particulier les consommateurs du bas de la pyramide socio-économique.

Scaling up Innovation to Accelerate Food Fortification's Impact

New areas of innovation for food fortification



1 MICRONUTRIENTS TARGETING NEEDS FOR

- Intestinal inflammation & microbiota
- Systemic inflammation (immune nutrients)
- Growth (limiting amino acids, arachidonic acid, macro-minerals)
- Cognition (ie DHA, choline)



2 LEVERAGING TECHNOLOGY

- In Silico : QA/QC; Data, consumer demand...
- Sustainable packaging
- Diagnostic tools



3 NUTRIENTS & VEHICLES

- Extruded fortified rice and lentils kernels
- Enzymes increasing mineral bioavailability (ie phytase)
- Stability & bioavailability of key nutrients
- Focusing on consumers' needs and wants with affordable & aspirational products



Image : Stratégies innovantes pour la fortification, présentées par Yannick Foing, directeur mondial, DSM

POINTS-CLÉS DES QUESTIONS ET RÉPONSES:

Q:

Ni les manifestations de la faim cachée ni l'effet de la consommation d'aliments enrichis ne sont immédiatement clairs. Comment aborder le rôle du consommateur dans cet esprit?

R:

Il s'agit d'une combinaison d'obtenir de bonnes données, de changer les comportements sociaux et de communiquer et de s'assurer que les consommateurs sont tenus informés des avantages de l'enrichissement et d'éviter les perceptions erronées. Cependant, la réponse n'est peut-être pas de demander aux consommateurs de choisir entre des aliments enrichis et non enrichis, mais un enrichissement obligatoire intelligent et conçu de manière à remédier aux lacunes sans nécessiter de changement de comportement important de la part des consommateurs. Les associations de consommateurs auront un rôle clé de plaidoyer et de responsabilisation à jouer pour soutenir la fortification avec le gouvernement et le secteur privé.

Q:

Le thème de cette session était les engagements techniques et financiers des partenaires – qu'est-ce qui doit changer dans ce qu'ont été ces engagements et comment ils ont été canalisés ?

R:

M. Baker a décrit « trois lacunes » dans l'enrichissement alimentaire - l'écart de performance (que le partage des meilleures pratiques peut aider à combler), l'écart de conception (la nécessité de s'assurer que les aliments consommés régulièrement sont ceux qui sont enrichis et utilisent des données mises à jour pour guider cette conception), et le fossé de la technologie alimentaire (s'assurer que des investissements sont faits pour améliorer la technologie) - qui, selon le panel, peut être surmonté avec des investissements catalytiques, l'amélioration des politiques et un plaidoyer qui peut être étendu par le secteur privé.

TAKEAWAYS



Il est nécessaire de comprendre et de respecter les points de vue de toutes les parties prenantes sur le terrain et de reconnaître leurs contributions.

L'action au niveau régional ne peut pas remplacer les efforts et les actions menés par les pays.

Les industries peuvent être d'importants champions de l'enrichissement, mais elles recherchent des conditions de concurrence équitables où la surveillance et le contrôle réglementaire garantissent la conformité aux normes de manière uniforme dans l'ensemble de l'industrie alimentaire.



“L'INDUSTRIE ENRICHIÉ ET LES AUTRES FACILITENT”
Shawn Baker, nutritionniste en chef, USAID

RECOMMANDATIONS SESSION 8



Il est nécessaire d'investir dans une communication, une éducation et une sensibilisation claires et solides autour de l'enrichissement.

Le leadership politique est essentiel dans la mise en œuvre de politiques clés pour l'enrichissement alimentaire à grande échelle.

La collaboration par le biais de partenariats public-privé est impérative pour atteindre le plus grand nombre de personnes possible.

L'enrichissement doit être présentée comme un élément essentiel de la transformation des systèmes alimentaires, centrée sur le secteur privé, mais nécessitant un leadership politique et des investissements catalytiques. Le coût de l'inaction sera payé par les plus marginalisés. L'enrichissement alimentaire aura des avantages substantiels et mesurables.

**REGARDEZ L'ENRE-
GISTREMENT DE LA
SESSION 8**



Photo : Ussama Osman, représentant et directeur pays du PAM Côte d'Ivoire, est interviewé par les médias locaux.

La consultation de deux jours a été officiellement clôturée par SEM Pierre N'gou Dimba, Ministre de la Santé, de l'Hygiène publique et de la Couverture médicale universelle, Côte d'Ivoire, qui a applaudi les organisateurs, les intervenants et les participants. Il a indiqué que les deux jours de riches discussions ont facilité la compréhension de la situation de la malnutrition en micronutriments en Afrique, et que le partage d'expériences et de bonnes pratiques d'Afrique et d'ailleurs permettra au continent de mieux se préparer à une lutte efficace contre la malnutrition. Il a conclu en réaffirmant l'engagement de la Côte d'Ivoire, et de la région dans son ensemble, à mettre fin à la malnutrition.



05 | RECOMMANDATIONS

La consultation s'est terminée par la formulation et la présentation de six domaines de recommandations de haut niveau, qui ont été présentés lors de la session finale par Dr Hameed Nuru, Directeur du Bureau mondial de l'Union Africaine du PAM.

Au cours des deux jours de la conférence, le Dr Nuru avait dirigé une petite équipe de rapporteurs pour extraire et distiller les thèmes, les priorités et les points d'action de chaque session. Dr Nuru a présenté ces recommandations lors de la dernière séance avec un projet de communiqué conjoint.

Les recommandations représentent le consensus des participants sur le potentiel de l'enrichissement en tant qu'agent de changement avec des retours sur investissements significatifs et des avantages sociaux, économiques et sanitaires, et l'accord général selon lequel le temps d'agir sur l'enrichissement est maintenant afin que le continent progresse d'une manière collective sans précédent.

Ces recommandations visent à fournir un point de départ pour une feuille de route claire afin d'accélérer le programme d'enrichissement.



« IL EST CLAIR QUE NOUS CHANTONS À PARTIR DU MÊME LIVRE DE CANTIQUES. CE DONT NOUS AVONS BESOIN MAINTENANT, C'EST D'HARMONISER CELA DANS UN ORCHESTRE. »

DR HAMEED NURU, DIRECTEUR DU PAM POUR L'AFRIQUE

01 Confier à l'Union Africaine les rôles de diriger et de superviser officiellement les efforts d'enrichissement en Afrique.

Alors que l'enrichissement a déjà lieu en Afrique, la surveillance a été exercée par divers acteurs, soit indirectement par l'intermédiaire de l'Union Africaine, soit par les communautés économiques régionales, les États membres ou les acteurs du secteur privé. Il est donc nécessaire d'harmoniser les efforts et de désigner un organe dirigeant clair et responsable.

L'Union Africaine devrait donc officiellement jouer un rôle de premier plan dans les efforts visant à intensifier l'enrichissement alimentaire en Afrique, en collaboration avec les États Membres et conformément aux politiques, stratégies et initiatives continentales déjà existantes. Simultanément, les gouvernements, les institutions, les partenaires de développement et le secteur privé doivent se mobiliser en tant que champions des efforts d'enrichissement alimentaire en Afrique. Il est important que des preuves soient générées et mises à la disposition des champions et des gouvernements pour plaider en faveur de l'enrichissement.

02 Créer un mécanisme de soutien, hébergé par le CERFAM, pour améliorer et faciliter le partage des connaissances régionales, la coordination et l'harmonisation des politiques et des cadres.

Pour compléter le rôle politique et de surveillance de l'Union Africaine, des connaissances et un soutien opérationnel seront nécessaires pour stimuler les efforts d'enrichissement. La proposition du gouvernement de la République de Côte d'Ivoire à l'UA d'élever le Centre régional d'excellence contre la faim et la malnutrition (CERFAM) au rang d'agence spécialisée de l'UA sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle pour le continent africain, dont l'enrichissement est un domaine prioritaire, est donc la bienvenue.

En tant que mécanisme de soutien, le CERFAM facilitera i) l'harmonisation régionale des politiques, des cadres juridiques et des mécanismes d'enrichissement alimentaire; et ii) la promotion des plateformes et des réseaux de partage et d'échange de connaissances pour favoriser la diffusion et la reproduction des bonnes pratiques et des enseignements tirés sur le continent.

Cela devrait impliquer l'élaboration de feuilles de route et de plans stratégiques, la collecte et la mise à disposition de données et d'informations telles que les activités d'enrichissement et les listes de partenaires et de leurs activités. L'Union Africaine est encouragée à accélérer ce processus.

03 Prioriser les actions et les investissements là où l'enrichissement a le plus grand potentiel d'impact sur la nutrition tout au long du cycle de vie : dans l'alimentation scolaire et pendant les 1 000 premiers jours de la vie d'un enfant.

La nutrition pendant la grossesse, la petite enfance et l'adolescence a le potentiel de semer les bases de la santé et du bien-être futurs, y compris ceux de la prochaine génération.

Tous les États Membres de l'Union Africaine et tous les partenaires, dans leurs divers capacités et mandats, doivent donner hiérarchiser les actions et les investissements pour avoir un impact sur ces fenêtres d'opportunité critiques, afin que l'enrichissement ait le plus grand potentiel d'impact sur la santé tout au long du cycle de vie et de fournisse un meilleur retour sur investissement.

Il est donc recommandé aux gouvernements et aux partenaires d'introduire les aliments enrichis dans les programmes d'alimentation scolaire et dans l'appui aux mères et aux jeunes enfants afin d'intervenir dans les 1 000 premiers jours critiques de la vie de l'enfant.

04 Créer un environnement politique, juridique et financier propice au développement des efforts d'enrichissement, notamment en stimulant les pionniers des bonnes pratiques dans le secteur privé.

Les Etats membres doivent créer un environnement politique, juridique et financier propice à la réussite des efforts d'enrichissement. Il s'agit notamment de faciliter la création de normes et de réglementations appropriées, d'investir dans le renforcement des capacités des producteurs locaux afin que les efforts d'enrichissement favorisent la transformation rurale et de stimuler les pionniers des bonnes pratiques dans le secteur privé. Les institutions existantes devraient être capitalisées.

05 Élaborer un plan d'action clair, coordonné par le CERFAM, avec les rôles, les responsabilités, la responsabilisation, les échéanciers et une stratégie de financement.

L'enrichissement sur le continent devrait être guidée par un plan d'action clair afin de faciliter une action systématique, cohérente et durable sur l'enrichissement.

Il est recommandé que le CERFAM, en collaboration avec ses partenaires, dirige l'élaboration de ce plan d'action, en s'appuyant sur les résultats de cette consultation avec les rôles, les responsabilités, la responsabilisation, les échéanciers et une stratégie de financement, d'ici la fin de l'année 2021. Ce plan d'action devrait garantir que tous les partenaires font avancer le programme d'enrichissement de manière synergique et durable.

06 Intensifier le plaidoyer, le partenariat et le partage des connaissances pour accélérer l'enrichissement.

Le plaidoyer, le partenariat et le partage des connaissances doivent être intensifiés aux niveaux mondial, continental, régional et national afin d'accélérer l'enrichissement alimentaire et de sensibiliser les parties prenantes à ses avantages. Cela devrait être étayé par une meilleure collecte et analyse des données et devrait tirer parti des plates-formes et des événements à venir, tels que le sommet des chefs d'État de l'Union Africaine et l'année de la nutrition en 2022.

06 | COMMUNIQUÉ CONJOINT

Les recommandations et le préambule ont été rassemblés dans un communiqué conjoint qui a été rédigé au cours des deux jours de la conférence et lu par le Dr Hameed Nuru lors de la session finale. Les participants ont été invités à commenter à l'aide d'un questionnaire en ligne, qui a également été envoyé par courriel après la conférence. Ce qui suit est le communiqué final après l'intégration des commentaires.

PROJET DE COMMUNIQUÉ DE LA CONSULTATION RÉGIONALE DE HAUT NIVEAU SUR L'ENRICHISSEMENT ALIMENTAIRE

3 septembre 2021, Abidjan

Nous, les participants à la consultation de haut niveau sur la fortification alimentaire, les représentants des pays africains, de la Commission de l'Union Africaine, des organisations régionales africaines, des organisations des Nations Unies, des partenaires de développement, des organisations de la société civile, des institutions financières internationales, du secteur privé, des universités, ainsi que les invités distingués, ayant délibéré au cours des deux derniers jours,

EN LIGNE avec l'accord de toutes les nations pour atteindre les objectifs de développement durable, y compris pour mettre fin à toutes les formes de malnutrition, d'ici 2030; l'objectif de l'Assemblée mondiale de la Santé de réduire de 50% l'anémie chez les femmes en âge de procréer d'ici 2025; Aspiration 1 de l'Agenda 2063 de l'Union Africaine (UA); et dans l'esprit de la prochaine année de nutrition de l'UA en 2022;

RÉAFFIRMANT notre engagement à faire progresser la fortification en Afrique;

PROFONDÉMENT PRÉOCCUPÉS par la persistance de la malnutrition en Afrique, où 51 % des femmes en âge de procréer (âgées de 15 à 49 ans) et 69,9 % des enfants âgés de 6 à 59 mois en Afrique de l'Ouest sont anémiques, ainsi que par la lenteur des progrès accomplis par de nombreux pays de la sous-région africaine dans la réalisation des objectifs en matière d'anémie chez les femmes en âge de procréer;

RECONNAISSANT les avantages révolutionnaires de l'enrichissement alimentaire en tant que stratégie éprouvée et rentable pour remédier aux carences en micronutriments, avec la capacité de tirer parti des canaux de distribution et des initiatives existantes et le potentiel d'atteindre un grand nombre de personnes et d'améliorer la nutrition sans nécessiter de changement de comportement important;

SALUANT les progrès réalisés jusqu'à présent sur le continent, y compris les efforts visant à intensifier la biofortification, les 27 pays qui ont pour mandat d'enrichir la farine de blé et les nombreux pays qui fortifient l'huile de cuisson et le sel dans le cadre de leur stratégie globale de nutrition, ainsi que la lente baisse de l'anémie;

CONSCIENTS que l'enrichissement alimentaire, y compris la biofortification, est une approche pour remédier aux carences en micronutriments, complémentaire à la supplémentation et à la promotion de la diversité alimentaire;

RECONNAISSANT la capacité des efforts d'enrichissement alimentaire à renforcer les systèmes alimentaires plus larges et l'importance de systèmes alimentaires fonctionnels pour soutenir la mise en œuvre de l'enrichissement.

RECONNAISSANT la nécessité de renforcer les partenariats et les synergies afin de renforcer l'engagement politique de sorte que les États membres de l'Union Africaine prennent des mesures urgentes et concrètes;

OPTIMISTE quant aux riches ressources humaines et naturelles du continent africain qui peuvent soutenir l'intensification de l'enrichissement des aliments;

1

Appeler l'Union Africaine à officiellement diriger et à superviser les efforts visant à intensifier l'enrichissement alimentaire en Afrique, en collaboration avec les États membres et conformément aux politiques, stratégies et initiatives continentales déjà existantes, ainsi qu'avec les gouvernements, institutions et partenaires de développement existants, et le secteur privé à devenir les champions des efforts d'enrichissement alimentaire en Afrique;

2

Se félicite de la proposition d'élever le Centre régional d'excellence contre la faim et la malnutrition (CERFAM) au rang d'agence spécialisée de l'UA sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, conformément à la demande de la République de Côte d'Ivoire à l'UA afin de faciliter i) l'harmonisation régionale des politiques, des cadres juridiques et des mécanismes d'enrichissement alimentaire; ii) promouvoir des plateformes et des réseaux d'échange de connaissances pour favoriser la diffusion et la réplication des bonnes pratiques sur le continent, et appeler l'Union Africaine à accélérer ce processus.

3

Appeler les États membres de l'Union Africaine et tous les partenaires, dans leurs diverses capacités et mandats, à donner la priorité aux actions et aux investissements là où l'enrichissement alimentaire a le plus grand potentiel d'impact sur la nutrition tout au long du cycle de vie: dans l'alimentation scolaire et dans la fenêtre critique des 1 000 premiers jours de vie de l'enfant;

4

Demander aux États membres de créer un environnement politique, juridique et financier propice au développement des efforts d'enrichissement, notamment en investissant dans le renforcement des capacités des producteurs locaux afin que les efforts d'enrichissement favorisent la transformation rurale et en stimulant les pionniers des bonnes pratiques dans le secteur privé;

5

Faire appel au CERFAM, en collaboration avec ses partenaires, pour diriger l'élaboration d'un plan d'action clair avec des rôles, des responsabilités, des responsabilisations, des échéanciers et une stratégie de financement d'ici la fin de l'année 2021. Ce plan d'action devrait garantir que tous les partenaires fassent avancer le programme d'enrichissement de manière synergique et durable;

6

Exhorter à l'intensification du plaidoyer, du partenariat et du partage des connaissances aux niveaux mondial, continental, régional et national afin d'accélérer l'enrichissement alimentaire, d'améliorer la collecte et l'analyse des données et de sensibiliser les parties prenantes aux avantages de l'enrichissement des aliments. Cela devrait tirer parti des plates-formes et des événements à venir, tels que le sommet des chefs d'État de l'Union Africaine et l'année de la nutrition en 2022.



Enrichissement alimentaire : quelle approche alimentaire pour réduire les carences en micronutriments en Afrique ?

Abidjan, 2-3 septembre 2021

Note conceptuelle

1. BACKGROUND

L'accès de tous à des aliments adéquats, sûrs, diversifiés et nutritifs tout au long de l'année est essentiel pour assurer un capital humain de qualité et un développement socioéconomique. Pourtant, aujourd'hui, près d'une personne sur trois dans le monde souffre d'au moins une forme de malnutrition : émaciation, retard de croissance, carences en micronutriments (vitamines et minéraux), surpoids ou obésité et maladies non transmissibles liées à l'alimentation.¹¹

Cette situation est particulièrement alarmante en Afrique subsaharienne. Les progrès réalisés à ce jour restent insuffisants et aucun pays n'est en bonne voie pour atteindre les objectifs mondiaux en matière de nutrition d'ici 2025. Selon les dernières estimations, en 2019, sur les 144 millions d'enfants de moins de cinq ans touchés par la malnutrition chronique ou le retard de croissance dans le monde, plus de 52,7 millions vivaient en Afrique.¹² On estime que 12,7 millions d'enfants de moins de cinq ans ont souffert de malnutrition aiguë en Afrique au cours de la même période.¹³ Les carences en micronutriments ou « faim cachée », en particulier les carences en vitamine A, en iode, en fer et en zinc, sont répandues et touchent tous les groupes d'âge et groupes socio-économiques. Cependant, les femmes en âge de procréer, les femmes enceintes et allaitantes et les jeunes enfants sont les groupes les plus touchés. L'anémie touche 46,3 % des femmes en âge de procréer (15-49 ans) et plus de 62,3 % des enfants âgés de 6 à 59 mois¹⁴

Les carences en micronutriments constituent un grave problème de santé publique et un obstacle majeur au développement socio-économique de l'individu, de la communauté et de la société. En outre, les carences en micronutriments ont des effets négatifs considérables sur le développement des facultés cognitives, la capacité d'apprentissage et la capacité de travail des individus. Cette situation risque de se détériorer davantage en raison des conséquences sanitaires et socio-économiques de la pandémie de COVID-19.

Heureusement, les conséquences dévastatrices des carences en micronutriments peuvent être évitées. L'enrichissement alimentaire est largement reconnu comme une stratégie de santé publique préventive, efficace, éprouvée et rentable pour assurer une nutrition optimale tout en réduisant les coûts de santé à long terme. L'enrichissement alimentaire a été identifiée par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le Consensus de Copenhague, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ainsi que le Programme alimentaire mondial (PAM) comme l'une des principales stratégies de réduction de la faim cachée. Largement pratiquée dans de nombreuses régions du monde pour lutter contre les carences en micronutriments, l'enrichissement alimentaire a une longue histoire.

Dans un monde touché par la COVID-19, investir dans des programmes d'enrichissement alimentaire est essentiel pour aider les pays à « mieux reconstruire », à renforcer le capital humain et à promouvoir un développement socio-économique durable et inclusif. C'est dans ce contexte que le Gouvernement ivoirien et le Programme alimentaire mondial des Nations Unies, par l'intermédiaire du Centre régional d'excellence contre la faim et la malnutrition (CERFAM), et en collaboration avec l'Union Africaine (UA) et l'Organisation ouest-africaine de la santé (OOAS) proposent d'organiser une consultation virtuelle de haut niveau sous le thème « Enrichissement alimentaire : quelle approche alimentaire pour réduire les carences en micronutriments en Afrique ? ».

Cette consultation virtuelle est l'occasion d'échanger et de partager des expériences et des bonnes pratiques en matière d'enrichissement alimentaire aux niveaux mondial, régional et national en vue d'accompagner et de soutenir les efforts des pays africains pour éliminer la malnutrition sous toutes ses formes.

¹¹Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition 2016-2025

¹² UNICEF-OMS-Banque mondiale : Estimations conjointes de la malnutrition infantile — niveaux et tendances – édition 2020, DONNÉES DE L'UNICEF

¹³ Ibid

¹⁴ OMS, Le global prévalence de l'anémie en 2011, Genève: Monde Santé Organisation, 2015

Cet événement s'inscrit pleinement dans le respect de l'Agenda 2063 de l'Union Africaine, de la Décennie d'action des Nations Unies sur la nutrition (2016-2025), du Sommet de Tokyo 2020 sur la nutrition au service de la croissance (N4G) et du Sommet sur les systèmes alimentaires de 2021.

2. JUSTIFICATION

L'enrichissement alimentaire universelle des aliments de base est un choix stratégique pour lutter contre la malnutrition en Afrique en tirant parti de plusieurs facteurs favorables. Tout d'abord, ce sont des aliments largement consommés par la population générale. À cet égard, ces aliments sont d'une importance cruciale en termes de production, de consommation, de commercialisation et d'importance économique aux niveaux national et régional. Ce sont les aliments qui connaissent la croissance la plus rapide en raison de la croissance démographique, de l'urbanisation rapide, de l'évolution et des changements dans les habitudes alimentaires à long terme.

Deuxièmement, l'enrichissement universelle des aliments de base offre la possibilité d'atteindre un grand nombre de personnes à risque de carences en micronutriments à faible coût, sans nécessiter de changements dans les habitudes alimentaires.¹⁵ Chaque dollar investi génère en moyenne 27 \$ en rendements économiques grâce à la prévention des maladies, à l'amélioration des revenus et à l'augmentation de la productivité du travail.¹⁶ Dans le même temps, l'intégration et le déploiement à grande échelle du soutien nutritionnel dans les systèmes de santé sauvent des vies et réduisent le coût colossal des soins de santé.¹⁷

Deuxièmement, l'enrichissement universelle des aliments de base offre la possibilité d'atteindre un grand nombre de personnes à risque de carences en micronutriments à faible coût, sans nécessiter de changements dans les habitudes alimentaires. Chaque dollar investi génère en moyenne 27 \$ en rendements économiques grâce à la prévention des maladies, à l'amélioration des revenus et à l'augmentation de la productivité du travail. Dans le même temps, l'intégration et le déploiement à grande échelle du soutien nutritionnel dans les systèmes de santé sauvent des vies et réduisent le coût colossal des soins de santé.

Il convient également de noter que les techniques d'enrichissement alimentaire sont disponibles et maîtrisées. L'iodation du sel pour la consommation est une bonne illustration des programmes nationaux d'enrichissement qui ont atteint une couverture quasi universelle. Un succès remarquable a également été obtenu dans le cas de l'enrichissement de la farine avec diverses vitamines B et de la margarine avec de la vitamine A. La Côte d'Ivoire a été l'un des pays pionniers de l'enrichissement en Afrique de l'Ouest avec la fortification du sel, de l'huile et de la farine de blé.¹⁸

En outre, l'existence d'un environnement propice à l'intensification des interventions d'enrichissement alimentaire est également un autre facteur de succès. En fait, l'enrichissement alimentaire est au cœur de l'Agenda 2063 de l'Union Africaine et des programmes, politiques et stratégies sectorielles visant à améliorer l'état nutritionnel des populations. Il s'agit notamment du Programme détaillé de développement de l'agriculture en Afrique (PDDAA) qui inclut la supplémentation en micronutriments et l'enrichissement des produits alimentaires parmi les options immédiates destinées à améliorer la sécurité, la qualité, la sûreté et la diversité nutritionnelle des aliments. La Stratégie régionale africaine de nutrition (ARNS 2015-2025) donne la priorité à l'enrichissement et à la supplémentation en tant que partie intégrante d'une approche holistique et multisectorielle visant à soutenir l'accélération des résultats nutritionnels. Cette orientation est reflétée dans le plan d'affaires pour la mise en œuvre de la convention de Malabo 2017-2021 dans le cadre du troisième pilier : éliminer la faim en Afrique d'ici 2025. Dans le même ordre d'idées, la plupart des pays africains sont membres du mouvement SUN qui est une plate-forme multisectorielle et multipartite qui soutient les efforts déployés au niveau des pays pour éliminer la malnutrition sous toutes ses formes.¹⁹

L'engagement des pays africains en faveur de la nutrition a également abouti à l'adoption de cadres réglementaires obligatoires ou volontaires aux niveaux régional et national.

¹⁵ PATH-GAIN, *Boîte à outils d'enrichissement du riz, manuel technique*, août 2015, *Boîte à outils d'enrichissement du riz: manuel technique* (gainhealth.org)

¹⁶ Food Fortification Initiative (FFI) et Global Alliance for Improved Nutrition (GAIN). *Faisabilité et couverture potentielle du riz enrichi dans la chaîne d'approvisionnement du riz en Afrique*. FFI/GAIN; 2016, (sightandlife.org)

¹⁷ *Rapport mondial sur la nutrition 2020 : Action sur l'équité pour mettre fin à la malnutrition*, *Rapport mondial sur la nutrition 2020 - Rapport mondial sur la nutrition*

¹⁸ *Une analyse paysagère de la fortification du riz en Côte d'Ivoire, L'étude de faisabilité de la fortification du riz en Côte d'Ivoire | Les Nations Unies en Côte d'Ivoire*

¹⁹ *Union Africaine, Plan d'affaires pour la mise en œuvre de la Déclaration PDDA-Malabo (2017-2021)*.

Par exemple, des normes d'enrichissement harmonisées, dirigées notamment par le Comité de gestion technique du Mécanisme d'harmonisation des normes de la CEDEAO (ECOSHAM), sont en vigueur dans la région de la CEDEAO. Ces efforts sont soutenus au niveau national par la mise en œuvre de cadres et de plans d'action pertinents tels que les plans d'action multisectoriels nationaux en matière de nutrition et les plateformes de nutrition.

3. OBJECTIFS

La malnutrition est un problème complexe, multifactoriel et multisectoriel qui nécessite un changement systémique des systèmes alimentaires et de santé ainsi que de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène (WASH), des systèmes d'approvisionnement et de protection.

L'objectif de la consultation est de promouvoir les discussions sur les objectifs et le partage d'expériences et de bonnes pratiques entre les différents pays et parties prenantes impliqués dans l'enrichissement alimentaire aux niveaux mondial, régional et national afin d'accélérer la lutte contre la malnutrition sous toutes ses formes en Afrique.

Les objectifs spécifiques sont :

01

Présenter et discuter des différents modèles d'enrichissement alimentaire aux niveaux mondial, régional et national en identifiant les facteurs de succès, les défis et les opportunités, en particulier par l'analyse des stratégies, des politiques, des cadres réglementaires, des structures institutionnelles existantes et des ressources.

02

Promouvoir les connaissances, les bonnes pratiques et les leçons apprises sur l'enrichissement alimentaire.

03

Formuler des actions concrètes aux partenaires techniques ainsi que des actions clés hautement stratégiques aux décideurs politiques et financiers afin de déclencher un engagement multipartite solide et de renforcer la synergie des acteurs pertinents et les efforts pour une action efficace.

04

Proposer des recommandations sur les prochaines étapes de l'enrichissement (carences en micronutriments) en Afrique en identifiant les principales étapes, les acteurs clés et les facteurs habilitants ainsi que les principaux défis.

4. MÉTHODOLOGIE

La consultation virtuelle est conçue comme un forum multi-acteurs et multidisciplinaire qui fournira un espace de discussion et de réflexion pour faire le point sur les défis et les opportunités et proposer des solutions prioritaires et réalisables pour lutter contre la malnutrition en Afrique. L'approche adoptée sera centrée sur une série d'outils participatifs (présentations, plénières, tables rondes, sessions semi-structurées avec questions et réponses, session de réflexion et groupes de travail, etc.) afin d'assurer une interaction efficace entre les différents participants. Les résultats des travaux seront présentés, discutés et harmonisés au cours des séances plénières et seront intégrés dans les recommandations pour éclairer les prochaines étapes de l'enrichissement alimentaire.

5. RÉSULTATS ATTENDUS

01 Connaissance accrue des principales stratégies et initiatives d'enrichissement alimentaire



02 Les connaissances, les bonnes pratiques et les leçons apprises sont encouragées.



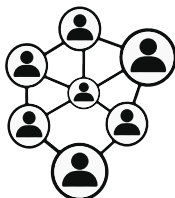
03 Des recommandations et des mesures sont prises à l'intention des gouvernements, des institutions régionales, des partenaires de développement, du secteur privé et d'autres parties prenantes.



04 Un plan d'action sur les prochaines étapes de l'enrichissement alimentaire (carences en micronutriments) est proposé.



05 La mise en place d'un réseau d'« experts en enrichissement » en Afrique est initiée.



6. PARTICIPANTS

Le dialogue virtuel réunira des experts des systèmes alimentaires et des acteurs clés travaillant dans le domaine de la nutrition en Afrique. Il s'agit notamment de représentants des gouvernements, des organisations régionales et sous-régionales, du Réseau des parlementaires africains, des partenaires de développement, des organismes de contrôle et de réglementation, du secteur privé, des universités et des organisations de la société civile.



Des mères amènent leurs enfants pour un soutien nutritionnel dans un centre de santé au Niger. © WFP/Simon Pierre Diouf

ANNEXE 2: AGENDA

Jeudi 2 septembre 2021		
Heures	Activité	Responsable
08:30 - 09:00	Connexion, Accueil des participants et réglages techniques	Comité d'organisation
09:00 - 09:10	Vue d'ensemble de la consultation	Mr. Patrick Teixeira, Directeur a.i., CERFAM
09:10 - 09:45	Séance 1 : Remarques liminaires - S.E. Mme l'Ambassadeur Josefa Sacko, Commissaire à l'agriculture, au Développement rural, à l'Économie bleue et à l'environnement durable, Commission de l'Union Africaine (5 minutes) - M. Chris Nikoi; Directeur régional pour l'Afrique de l'Ouest, Programme Alimentaire Mondial des Nations Unies (10 minutes) - S.E.M. Abdourahmane Cissé, Ministre, Secrétaire Général de la Présidence de la République de Côte d'Ivoire (10mn)	Dr. Simplicie Nouala, Chef de division Agriculture et sécurité alimentaire, Commission de l'Union Africaine
09:45 - 10:00	Prise de photos et vidéo institutionnelle	
10:00 - 11:00	Séance 2: Vue d'ensemble de la situation des carences en micronutriments en Afrique avec un accent sur l'anémie - Aperçu de l'état des carences en micronutriments en Afrique, Dr Adelheid Onyango, Conseillère en nutrition, Bureau régional pour l'Afrique, OMS - Pourquoi l'anémie a-t-elle été si difficile à adresser? Comment la perspective des systèmes alimentaires peut-elle contribuer et, si oui, comment ?, Dr Namukolo Covic, Coordinateur principal de la recherche du Programme CGIAR sur l'agriculture pour la nutrition et la santé (A4NH), Président, Société africaine de nutrition - Prévalence de l'anémie en Afrique de l'Ouest: quel est l'état de la situation actuelle?, Dr Namoudou Keita, Responsable de la nutrition, Organisation Ouest Africaine de la Santé (OOAS) - Pourquoi luttons-nous tant pour réduire l'anémie? Qu'est-ce qui a manqué?, Dr Saskia Osendarp, Directrice exécutive, Micronutrient Forum <i>Discussions plénières (30 minutes)</i>	Modérateur Dr. Simeon Nanama Conseiller en nutrition, Bureau régional de l'UNICEF pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre

<p>11:10 - 12:20</p>	<p>Séance 3a : État des lieux de l'enrichissement alimentaire en Afrique : cartographie de l'enrichissement alimentaire, tendances, défis et opportunités au niveau continental</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'enrichissement alimentaire en Afrique, quel est l'état actuel ? Dr Mandan Arabi, Vice-président, Services techniques mondiaux, Nutrition International - Enrichissement alimentaire en Afrique, résultats et impact Dr. Amadou Lamine Gueye, Responsable régional de la fortification alimentaire HKI Afrique de l'Ouest - Initiatives et expériences en matière d'enrichissement alimentaire en Afrique Australe, Mme Pontsho Sepoloane, Conseillère technique principale pour la nutrition, Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) <p><i>Discussions plénières (30 minutes)</i></p>	<p>Modérateur</p> <p>Dr. Adelheid Onyango, Conseillère en nutrition, Bureau régional pour l'Afrique, OMS</p>
<p>12:20 -13:30</p>	<p>Séance 3b : État des lieux de l'enrichissement alimentaire en Afrique : Partage d'expériences et de bonnes pratiques des pays</p> <p>Panel ministériel</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sénateur Dr. Olorunnibe Mamora, Ministre d'État de la Santé, Nigéria - SEM Pierre N'gou Dimba, Ministre de la Santé, de l'Hygiène publique et de la Couverture médicale universelle, Côte d'Ivoire - Dr. Fidèle Nkezabahizi, Directeur de l'Office National Intégré de l'Alimentation et de la Nutrition, Burundi - Dr Mahamat BECHIR, PhD. en épidémiologie/nutrition; Directeur de la Nutrition, Ministère de la Santé Publique et de la Solidarité Nationale, Tchad 	<p>Modérateur</p> <p>Mr. Shawn Baker Nutritionniste en chef, USAID</p>
<p>13:30 -14:30</p>	<p>Pause</p>	
<p>14:30 -15:40</p>	<p>Séance 3c : État des lieux de l'enrichissement alimentaire en Afrique : Partage d'expériences et de bonnes pratiques des pays</p> <ul style="list-style-type: none"> - Cadres réglementaires, politiques et directives, M. Abdoulaye Ka, Secrétaire exécutif, Conseil national de développement de la nutrition, Sénégal - Certifications, normes et assurance qualité, Mme Maria Aba Lovelace-Johnson, Chef du Bureau déréglementation, Département de l'application de la loi sur les aliments, Food and Drug Authority, Ghana - Défis et opportunités de l'enrichissement en RDC, Dr. Bruno Bindamba Senge, Directeur de PRONANUT, Ministère de la Santé Publique, de l'Hygiène et de la Prévention, Secrétaire Exécutif du Mouvement SUN en RDC <p><i>Discussions plénières (30 minutes)</i></p>	<p>Modérateur</p> <p>Dr. Ronald Afidra Coordinateur du Réseau Afrique, Initiative pour l'enrichissement alimentaire (FFI)</p>

15:40 – 15:50	Vidéo	Comité d'organisation
15:50 – 17:00	<p>Séance 4 : Initiatives prometteuses à promouvoir en matière d'enrichissement alimentaire : leçons apprises, résultats et impacts</p> <ul style="list-style-type: none"> - Enrichissement alimentaire en Afrique, contraintes, opportunités et perspectives M. Andreas Bluethner, Directeur de la nutrition, Fondation Bill & Melinda Gates - Biofortification, qu'y a-t-il pour l'Afrique ? », M. Dellings Phiri, Directeur national Malawi, HarvestPlus - Initiative PROFORT : Production locale d'aliments de complément enrichis, M. Raoul Boletto, Directeur pays adjoint, PAM Tchad - Expérience des femmes entrepreneures sur la production de compléments alimentaires , Mme Simone Zoundi, Directrice Générale, SODEPAL, Burkina Faso - Stratégie de production communautaire et distribution de farine infantile, Prof. Hanta Marie Danielle Vololontiana, Coordinatrice nationale de l'Office national de la nutrition, Madagascar <p><i>Discussions plénières (30 minutes)</i></p>	<p>Modérateur</p> <p>Mrs. Katrien Ghoos, Conseillère Régionale Principale en Nutrition, Bureau Régional en Afrique de l'Ouest, PAM</p>
17:00 – 17:15	Observations de fin de journée	<p>Dr. Simplicite Nouala, Chef de l'agriculture et de la sécurité alimentaire, Commission de l'Union Africaine</p>
Vendredi 3 septembre		
09:00 – 09:15	- Récapitulatif du Jour 1	<p>Mr. Ussama Osman, Représentant et Directeur pays, PAM Côte d'Ivoire</p>
09:15 – 10:25	<p>Séance 5: Initiatives d'enrichissement du riz</p> <ul style="list-style-type: none"> - Aperçu des initiatives d'enrichissement du riz: défis et perspectives, Mr. Penjani Mkambula, Responsable du Programme mondial d'enrichissement alimentaire, GAIN - Technologies, standards et assurance qualité : initiatives du PAM en matière d'enrichissement du riz, Dr. Corinne Ringholz, Conseillère en Enrichissement alimentaire, PAM - Rôle du secteur privé pour l'amélioration de l'enrichissement du riz, M. Tom Gao, chef d'équipe, One Belt - One Road, et M. Abdelmajid Touzani, directeur général pour l'Afrique de l'Ouest, Bühler, avec une vidéo de Bühler sur le processus d'enrichissement du riz. <p><i>Discussions plénières</i></p>	<p>Modérateur</p> <p>Dr. Yan Jia, Spécialiste de la Coopération Sud-Sud, Centre d'Excellence pour la transformation rurale, PAM Chine</p>

<p>10:25 – 11:35</p>	<p>Session 6 : Partage d'expériences nationales aux niveaux mondial, régional et national</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'enrichissement obligatoire : aperçu, défis et leçons apprises, Dr. Jositha Lamba, Directrice, Food Fortification Resource Center, Food Safety and Standards Authority of India (FASSI) - Lignes directrices et politique d'enrichissement à grande échelle: l'exemple du Brésil, Dr Eduardo Nilson, Coordination de l'alimentation et de la nutrition, Ministère de la santé et Mme Sineide Neres, Experte nationale en alimentation scolaire, Fonds national pour le développement de l'éducation, Ministère de l'éducation, Brésil - Partenariats et réseaux pour l'enrichissement alimentaire, Dr. Patricia N'goran, Conseillère Principale du CERFAM, Présidence de la République de Côte d'Ivoire et Pr. Albarin Gbogouri, Expert riz, Bureau du PAM en Côte d'Ivoire <p><i>Discussions plénières</i></p>	<p>Modérateur</p> <p>Prof. Joao Bosco Monte, Président, Institut Brésil Afrique</p>
<p>11:35 – 12:45</p>	<p>Session 7 : Chaîne de valeur du riz : quelles améliorations de l'enrichissement pour renforcer la sécurité alimentaire et la nutrition ?</p> <ul style="list-style-type: none"> - Aperçu régional des défis liés à l'importation et à la production de riz, Dr. Sékou Sangaré, Commissaire à l'agriculture, à l'environnement et aux ressources en eau, CEDEAO - Opportunités et perspectives du riz enrichi dans la sécurité alimentaire et nutritionnelle Dr Harold Roy-Macauley, Directeur général, AfricaRice Center - Investissement dans la chaîne de valeur du riz en Côte d'Ivoire, M. Joseph Youssan, Directeur, Agence pour le Développement De la filière Riz (ADERIZ), Côte d'Ivoire - Investissement dans la chaîne de valeur du riz: Enrichissement du riz en micronutriments, Prof. Huo Junsheng, Centre de contrôle et de prévention des maladies, Chine <p><i>Discussions plénières</i></p>	<p>Moderator</p> <p>Dr. Robert Gueï, Coordonnateur du bureau sous-régional pour l'Afrique de l'Ouest, et représentant de la FAO au Sénégal</p>
<p>Pause</p>		

<p>13:30-14:45</p>	<p>Session 8 : Engagement des partenaires techniques et financiers en faveur de l'enrichissement alimentaire</p> <ul style="list-style-type: none"> - Financement innovant d'initiatives d'enrichissement alimentaire, Dr. Martin Fregene, Directeur, Département de l'agriculture et de l'agro-industrie, Banque Africaine de développement - Initiatives et approches de l'USAID, M. Shawn Baker, Nutritionniste en chef, USAID - Besoins, défis et opportunités: le rôle du secteur privé dans l'enrichissement alimentaire en Afrique, M. Ashish Pande, Directeur général et vice-président principal, OLAM Nigeria - Leçons apprises et innovations en matière d'enrichissement alimentaire, Yannick Foing, Directeur mondial, DSM <p><i>Discussions plénières</i></p>	<p>Modérateur</p> <p>Dr. Rolf Klemm, Vice-Président de la Nutrition, Helen Keller International – HKI</p>
<p>14:45 - 15:00</p>	<p>Présentation des conclusions et recommandations</p>	<p>Dr. Hameed Nuru, PAM Directeur du Bureau pour l'Afrique, Programme Alimentaire Mondial</p>
<p>15:00 -15:15</p>	<p>Conclusion</p> <p>SEM Pierre N'gou Dimba, Ministre de la Santé, de l'Hygiène publique et de la Couverture médicale universelle, Côte d'Ivoire</p>	<p>Dr. Simplicie Nouala, Chef de division Agriculture et sécurité alimentaire, Commission de l'Union Africaine</p>



Des jeunes écoliers soutenus par le PAM avec des repas scolaires enrichis avec des poudres de micronutriments, Niger. © WFP/Mariama Ali Souley

ANNEXE 3 : PANÉLISTES



SEM Abdourahmane Cissé,
Ministre, Secrétaire Général
Présidence de la République
de Côte d'Ivoire

Avant sa nomination en tant que Ministre, Secrétaire Général de la Présidence de la République le 29 mars 2021, M. Cissé a été respectivement Ministre du Pétrole, de l'Énergie et des Énergies Renouvelables de 2018 à 2021, Ministre Conseiller Spécial du Président de la République de 2017 à 2018, et Ministre du Budget et du Portefeuille de l'État de 2013 à 2017. Il débute sa carrière professionnelle au sein de la banque d'affaires Goldman Sachs à Londres en tant que Directeur Exécutif en charge du trading sur les indices de la zone euro avant de rejoindre l'Administration Publique Ivoirienne. M. Cissé est diplômé de l'École Polytechnique (2001, France) et est titulaire d'un Master en Économie et Gestion des Ressources Pétrolières (Petroleum Economics and Management) de l'Institut Français du Pétrole (IFP School). Il est un produit de l'école publique ivoirienne où il a effectué l'intégralité de ses études, jusqu'à l'obtention de son baccalauréat en 1999. M. Cissé fait partie des « 100 Jeunes Leaders Mondiaux » (Young Global Leaders) au titre de l'année 2017 ; distinction attribuée, par le Forum Économique Mondial (World Economic Forum), aux leaders de moins de 40 ans à travers le monde. Âgé de 40 ans, M. Cissé est marié et père de trois enfants.



S.E.M Ambassador Josefa Leonel Correia SACKO
Commissaire à l'agriculture,
au développement rural, à l'économie
bleue et à l'environnement durable
Commission de l'Union Africaine,
Ethiopie

S.E.M L'ambassadeur Josefa Leonel Correia Sacko, de nationalité angolaise, est une agronome africaine de premier plan, commissaire à l'économie rurale et à l'agriculture de la Commission de l'Union Africaine. Avant son élection en janvier 2017, elle était conseillère spéciale de deux ministres en Angola : le ministre angolais de l'environnement où elle a également été ambassadrice responsable du changement climatique et conseillère du ministre de l'agriculture en charge de la sécurité alimentaire et de la réduction de la pauvreté. L'ambassadeur Sacko a également été l'ancien secrétaire général de l'Organisation Interafricaine du Café (OIAC) à Abidjan en Côte d'Ivoire pendant 13 ans. A l'OIAC, elle a supervisé l'économie du café de 25 pays africains producteurs de café et a défendu avec succès l'autonomisation des petits producteurs de café à travers le continent en créant des centres régionaux d'excellence pour le renforcement des capacités des États membres et la conservation du matériel génétique parmi les autres. L'ambassadeur Sacko est polyglotte.



Mr. Chris Nikoi
Directeur Régional du Programme
alimentaire mondial pour
l'Afrique de l'Ouest, Sénégal

Originaire du Ghana, Chris NIKOI a été nommé Directeur Régional du Programme alimentaire mondial M. Chris NIKOI Directeur Régional du Programme alimentaire mondial pour l'Afrique de l'Ouest Sénégal pour l'Afrique de l'Ouest basé à Dakar, depuis avril 2019. Il possède une vaste expérience dans la gestion des opérations ainsi que dans le développement de partenariats stratégiques avec les gouvernements, les organismes régionaux et les partenaires techniques et financiers. Chris Nikoi détient 24 ans d'expérience au PAM. Sa carrière a débuté en Ouganda et en Angola où il a dirigé un large éventail d'activités logistiques jusqu'à son dernier poste de Conseiller spécial sur la réforme des Nations Unies, basé à New York, poste qu'il a occupé d'août 2017 à mars 2019. Chris Nikoi a auparavant occupé d'autres postes de haut niveau au sein de l'organisation. Avant de rejoindre le PAM, M. Nikoi a travaillé pendant plusieurs années dans diverses sociétés américaines opérant dans les secteurs de la navigation commerciale et du transport maritime.



Dr. Namoudou Keita

Chef service nutrition
OOAS, Burkina Faso

Dr KEITA est spécialiste en santé publique et médecine sociale avec 32 ans d'expérience dans le domaine de la santé et du développement en Afrique subsaharienne. Il est responsable de la nutrition, au sein de l'Organisation de la Santé en Afrique de l'Ouest (OOAS), institution spécialisée pour la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Depuis 2008, il a la charge de la coordination des programmes de soins de santé primaires, de renforcement des systèmes de santé et de maladies non transmissibles (MNT). Il coordonne la mise en œuvre du Plan Stratégique Régional de Nutrition pour l'Afrique de l'Ouest 2018-2025, en collaboration avec toutes les parties prenantes. Dr. KEITA Namoudou est médecin diplômé Spécialiste en Santé Publique et Médecine Sociale et aussi détenteur d'un Diplôme d'Etudes Approfondies (DEA) en Santé Publique et Pays en développement ainsi que d'une Maîtrise en science biologique et médicale obtenus à l'Université de Rennes 1 en France.



Dr. Adelheid Onyango

Conseillère pour la Nutrition
Bureau Régional pour l'Afrique, OMS,
République du Congo

Dr Adelheid Onyango a été nommée Directrice du groupe Couverture sanitaire universelle/Populations en meilleure santé en avril 2021. Dr Onyango a rejoint l'OMS à son siège à Genève en 1998. Pendant plus de 16 ans, elle a contribué au travail normatif de l'OMS sur la croissance et la nutrition de l'enfant. Elle a rejoint le bureau régional de l'OMS en 2014 pour diriger le programme de nutrition et de sécurité sanitaire des aliments. Dans ce rôle, elle a aidé à établir de solides partenariats inter-institutions pour la nutrition à travers l'Afrique. Elle a consacré plus de 20 ans de service dans le domaine de la santé publique et de la nutrition internationale. Dr Adelheid Onyango est titulaire d'un baccalauréat en éducation de l'Université Kenyatta à Nairobi et d'une maîtrise en sciences et d'un doctorat en nutrition de l'Université McGill au Canada.



Dr. Namukolo Covic,

Coordonnatrice principale de la
recherche du Programme CGIAR
« l'Agriculture pour la Nutrition et la Santé »,
et Présidente de l'African Nutrition Society,
Etats Unis

Dr Namukolo Covic travaille actuellement au sein de l'Unité de coordination et d'engagement des pays du Programme du CGIAR sur l'agriculture pour la nutrition et la santé (A4NH), dirigé par l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires. Ses travaux de recherche portent sur l'amélioration des liens entre l'agriculture et de meilleurs résultats en matière de nutrition et de santé. Elle relie les données de la recherche aux processus continentaux nationaux et africains favorisant l'utilisation des données probantes pour éclairer les décisions politiques aux niveaux national, infranational et continental africain, en travaillant en étroite collaboration avec les gouvernements nationaux et l'Union Africaine. En plus de son engagement continental, elle est coordinatrice nationale pour A4NH en Éthiopie.

Dr Simplicie Nouala

Chef de Division Agriculture
et sécurité alimentaire
Commission de l'Union Africaine, Ethiopie

Dr Nouala est le chef de la Division de l'agriculture et de la sécurité alimentaire à la CUA. Dr Nouala entre à la CUA en 2006, mais auparavant était responsable de la production animale au Bureau interafricain des ressources animales de l'Union Africaine.





Mr. Patrick Teixeira
Directeur a.i. du CERFAM
Côte d'Ivoire

Patrick TEIXEIRA est directeur intérimaire du Centre d'Excellence Régional contre la Faim et la Malnutrition (CERFAM) depuis février 2021. Il a rejoint le CERFAM en 2019 en tant que Responsable de la planification stratégique, de la conception des programmes et des partenariats. Patrick a plus de 25 ans d'expérience comme acteur humanitaire et de développement dont 24 ans au Programme Alimentaire Mondial. Il a occupé divers postes de leadership et de management notamment au Cap-Vert, au Libéria, en Érythrée, Côte d'Ivoire, Gambie et Italie. Plus récemment, en tant que directeur adjoint de pays et chef de programme au PAM-Timor-Leste. Patrick possède une expertise et expérience dans les domaines de la sécurité alimentaire, la nutrition et des systèmes alimentaires. Patrick a obtenu un Diplôme d'études approfondies en économie et un diplôme en développement international et coopération de l'Université des Sciences Sociales de Toulouse, France. Patrick est également un expert en genre certifié par le BIT.



Mr. Martin Chungong
Président
Union Inter-Parlementaire,
Suisse

Martin Chungong est le huitième Secrétaire général de l'Union interparlementaire (UIP). Il a rejoint l'UIP en 1993. Il est nommé directeur de la division promotion de la démocratie (2005-2011), puis directeur de la division programmes (2011-2014). De nationalité camerounaise, il est à la fois le premier Africain et le premier non européen élu au poste de Secrétaire général de l'UIP, qu'il occupe depuis le 1er juillet 2014. Il fait partie des 29 dirigeants mondiaux nommés par l'ancien Secrétaire de l'ONU (Ban Ki-moon) pour guider les efforts du Mouvement pour le renforcement de la nutrition (SUN), qui vise à mettre fin à la malnutrition sous toutes ses formes. Martin Chungong a obtenu un baccalauréat de l'Université de Yaoundé, puis a poursuivi ses études à l'Université d'Ottawa, où il a obtenu un doctorat en linguistique appliquée en 1982. Il détient également un diplôme de troisième cycle de la London Polytechnic (aujourd'hui University of Westminster).



Dr Saskia Osendarp
Directrice Exécutive
Micronutrient Forum
États-Unis

Saskia Osendarp, Ph.D., est une chercheuse en nutrition de renommée mondiale avec plus de 25 ans d'expérience en nutrition. Elle apporte son expertise dans le développement de l'enfant, les micronutriments et l'enrichissement. Elle a fait ses preuves dans les secteurs public et privé en matière de collaborations de recherche internationales réussies, de conception de programmes, d'évaluations d'impact et deancements de projets d'innovation. Actuellement, elle est directrice exécutive du Micronutrient Forum, dirigeant des projets sur le manque de données sur les micronutriments, la nutrition des femmes, et a co-organisé le Standing Together for Nutrition Consortium analysant les impacts de la pandémie de COVID-19 sur la nutrition. Originaire des Pays-Bas, Saskia est titulaire d'une maîtrise et d'un doctorat en nutrition de l'Université et de la recherche de Wageningen, où elle est également professeure agrégée de micronutriments et de santé internationale.



Mr. Abdelmajid Touzani
Directeur général
pour l'Afrique de l'Ouest

M. Abdelmajid Touzani, marocain de 34 ans, est le directeur général de Bühler Afrique de l'Ouest. Il est ingénieur en mécanique avec une longue expertise dans la transformation des aliments. Il a occupé des postes clés au sein du groupe Bühler où il a dû diriger des parties prenantes et des partenaires pour développer des usines de transformation alimentaire innovantes sur le continent africain. Il est basé à Abidjan depuis 3 ans et il dirige les opérations du groupe Bühler qui visent à accompagner le continent pour développer son industrie agro-alimentaire et surmonter sa dépendance pour nourrir sa population.



Dr. Simeon Nanama

Conseiller Nutrition
Bureau régional de l'UNICEF pour
l'Afrique de l'Ouest et du Centre,
Sénégal

Dr Siméon Nanama s'efforce de fournir un leadership stratégique pour les programmes de nutrition de l'UNICEF au Nigeria. Avant de rejoindre UNICEF Nigeria, Dr Nanama était responsable de la nutrition à Madagascar (2013-2017), responsable de la nutrition pour l'UNICEF Congo (2008-2013) et spécialiste de la nutrition pour l'UNICEF Tchad (2006-2008). Avant de rejoindre l'UNICEF en 2006, Dr Nanama était le coordinateur régional de l'Afrique de l'Ouest pour l'Initiative pour les micronutriments (IM maintenant connue sous le nom de Nutrition International), une organisation à but non lucratif basée au Canada. Les intérêts de recherche et l'expérience du Dr Nanama portent principalement sur l'insécurité alimentaire et ses conséquences nutritionnelles et non nutritionnelles.



Dr. Mandana Arabi

Vice-présidente
Services techniques mondiaux
Nutrition International,
Canada

En tant que vice-président des services techniques mondiaux et conseiller technique en chef chez Nutrition International, Mandana Arabi supervise la qualité technique de la programmation de Nutrition International dans 10 pays et dirige une équipe mondiale d'experts pour combler les lacunes les plus difficiles en matière de preuves et de pratiques afin d'améliorer la nutrition. Mandana est un médecin diplômé titulaire d'un doctorat en sciences de la nutrition de l'Université Cornell. Elle a plus de 15 ans d'expérience dans la nutrition en santé publique, la conception, la mise en œuvre et l'évaluation d'interventions nutritionnelles dans les pays à forte charge de malnutrition.



Dr. Amadou Lamine Gueye

Manager Régional de la fortification
des aliments
HKI Afrique de l'Ouest, Sénégal

Dr Amadou Lamine Gueye est titulaire d'un doctorat en nutrition et de plus de 12 ans d'expérience professionnelle dans les programmes internationaux de nutrition et de santé dans les pays en développement. Ses domaines d'expertise comprennent la mise en œuvre d'interventions fondées sur des preuves pour remédier aux carences en micronutriments. De 2007 à 2011, Dr Gueye a été coordonnateur du programme d'enrichissement des aliments d'Helen Keller International pour le Sénégal et a fourni une assistance technique à l'Alliance pour l'enrichissement des aliments du Sénégal (COSFAM) pour la mise en œuvre d'interventions d'enrichissement de la farine de blé et des huiles comestibles. Dr Gueye a joué un rôle actif dans la mise en œuvre du projet « Faire Tache d'huile », une initiative multipartenaire visant à enrichir l'huile de cuisson en vitamine A dans 8 pays d'Afrique de l'Ouest. Depuis 2019, Dr Guèye est le responsable du programme régional d'enrichissement des aliments d'Helen Keller International.



Ms. Inoshi Sharma

Autorité des normes et de
sûreté alimentaires
Inde

Inoshi Sharma est un fonctionnaire, un officier de l'Indian Revenue Service. Elle a occupé diverses missions relatives à la publicité des dispositions fiscales, à la fiscalité internationale, à la vigilance et au tribunal d'appel. Elle a dirigé des équipes chargées de l'application des lois fiscales et de la conformité fiscale. Elle a travaillé en tant que directrice de la mission nationale de santé à Haryana en s'occupant de l'achat de médicaments et d'équipements et de la santé des adolescents concernant l'hygiène menstruelle et les suppléments hebdomadaires d'acide folique en fer. Sa mission actuelle en tant que directrice, FSSAI, implique le changement de comportement social et la communication, l'initiative Eat Right India et l'extension du soutien à l'intensification de la fortification à travers le pays. Elle s'intéresse au domaine des politiques publiques, de l'administration et du secteur social.



Ms. Pontsho Sepoloane

Conseillère Technique
principale en Nutrition

Unité de développement Social et Humain,
Communauté de Développement
du Sud Afrique, SADC, Botswana

Pontsho Sepoloane est un spécialiste de la santé et de la nutrition à l'UNICEF-SADC au Botswana depuis 2018, facilitant l'harmonisation régionale des politiques dans la région de la SADC, coordonnant des actions à fort impact grâce à un engagement avec 16 États membres de la SADC. Avant de rejoindre la SADC, Pontsho Sepoloane était responsable régional de la nutrition du Programme alimentaire mondial à Johannesburg de 2016 à 2018, fournissant un soutien technique en nutrition à 11 pays de la région de la SADC. De 2005 à 2016, elle a travaillé en Afrique du Sud au ministère de la Santé, d'abord en tant que directrice adjointe. Pontsho Sepoloane est titulaire d'une maîtrise en politique et gestion de la santé publique de l'Université de Pretoria (2006 - 2010) et d'un certificat en suivi et évaluation de l'Université de Stellenbosch (2011).



**SE Dr. Osagie
Emmanuel Ehanire**

Ministre de la Santé
Nigeria

Dr Ehanire a étudié la médecine à l'Université Ludwig Maximilian de Munich en Allemagne, obtenant le diplôme de chirurgien. En 1976, il a fréquenté le Royal College of Surgeons en Irlande où il a obtenu un diplôme de troisième cycle en anesthésie. Il a obtenu sa certification du Conseil en chirurgie générale et en chirurgie orthopédique des traumatismes au Conseil médical de Rhénanie du Nord Westphalie à Düsseldorf, en Allemagne. Ehanire a été nommé délégué du Congrès pour le changement progressif (CPC) à la conférence de fusion politique qui a donné naissance au All Progressive Congress (APC). Après avoir été examiné et autorisé par l'Assemblée nationale, il a été nommé ministre d'État à la Santé en novembre 2015. Après le début d'une nouvelle administration en mai 2019 et la soumission des candidats ministériels au Sénat par la Présidence en juillet 2019 et leur sélection ultérieure, Dr Ehanire a été nommé ministre de la Santé en août 2019.



**SE Dr. Jean Jacques
Mbungani Mbanda**

Ministre de la Santé Publique
Hygiène et Prévention, RDC

Marié et père de 5 enfants, Dr Jean-Jacques Mbungani possède un cursus professionnel d'une trentaine d'années dans le monde médical. Il excelle dans ce domaine qui est le couronnement de sa formation académique à l'Université Notre Dame de la Paix à Namur et à l'ULB à Bruxelles. Monsieur Le Président de la République, Félix Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO, a porté son choix sur sa personne pour conduire principalement le projet de « Couverture Santé Universelle » au sein du gouvernement dans le ministère de la Santé Publique, Hygiène et Prévention. Au MLC, il devient, dès 2003, le représentant pour la zone du BENELUX, puis secrétaire national adjoint MLC Extérieur, avant d'en devenir le titulaire en 2013. De décembre 2018 – juin 2019 il a été coordonnateur des relations extérieures de la coalition LAMUKA



Mr. Eduardo Nelson

Coordinateur de
l'Alimentation et Nutrition
Ministère de la Santé
Brésil

Eduardo Nilson travaille à la Coordination générale pour l'alimentation et la nutrition depuis plus de 20 ans avec la gestion, le suivi et l'évaluation des politiques de santé, d'alimentation et de nutrition, y compris la surveillance alimentaire et nutritionnelle, les politiques d'enrichissement des aliments et les politiques de prévention et de contrôle des maladies associées à l'alimentation les facteurs. Au cours de cette période, il a participé en tant que représentant national et expert à plusieurs groupes techniques sur les questions d'alimentation et de nutrition de l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS) et de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Eduardo est biologiste et titulaire d'un doctorat en santé mondiale et durabilité de l'Université de São Paulo, où il est également chercheur au Centre de recherche épidémiologique en nutrition et santé (Nupens/USP).



**SEM Thaddée
NDIKUMANA**

Ministre de Santé Publique et de la Lutte contre le Sida (MSPLS)
Burundi

Dr Thaddée NDIKUMANA a été nommé Ministre de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida le 28 juin 2020. Il est titulaire d'un Doctorat en Médecine obtenu à la Faculté de Médecine de l'Université du Burundi en 2007 et d'un Certificat Universitaire de Recherche en Renforcement des Systèmes de Santé obtenu à l'Université Libre de Bruxelles (ULB), Belgique en 2008. Successivement Consultant Médecin, Directeur Adjoint, puis Directeur du Programme National Lèpre Tuberculose, Dr Thaddée NDIKUMANA a été membre de plusieurs instances de décision et comités d'orientation stratégique dans le secteur de la santé publique. Fort de plus de 10 ans d'expérience professionnelle, Thaddée NDIKUMANA a développé des compétences en gestion de programme de santé, coordination de projet de santé, planification, suivi/évaluation, élaboration de documents stratégiques, formation et/ou renforcement de capacités, communication, recherche, mobilisation de partenariats dans la lutte contre la tuberculose, les IST/VIH/SIDA, et les problèmes de santé au Burundi.



HE Mr. Pierre N'Gou DIMBA

SEM Pierre N'Gou DIMBA
Ministre de la Santé
Côte d'Ivoire

Directeur général de l'Agence de gestion des routes (AGEROUTE) depuis le 1er Avril 2017, Pierre Dimba est à présent à la tête du Ministère de la Santé et de l'Hygiène publique. Dimba N'Gou Pierre est également le Président du Conseil Régional de l'Agneby-Tiassa depuis le 13 Octobre 2018. Titulaire d'un Baccalauréat série C, il sort majeur de sa promotion à l'École nationale supérieure des travaux publics (ENESTP) de Yamoussoukro avec le titre d'ingénieur en génie civil. Il commence sa carrière professionnelle au Bureau National d'Etudes Techniques et de Développement (BNETP). Le Ministre de la santé de l'Hygiène Publique et de la Couverture Maladie Universelle, a participé à de nombreux projets et l'appui à l'Etat dans l'organisation des Etats généraux de la décentralisation en 2007. Il a aussi œuvré dans l'appui à la mise en place des Contrats de Performances dans 07 collectivités locales de Côte d'Ivoire depuis 2016.



Dr Mahamat Béchir

PhD en Epidémiologie/Nutrition,
Directeur de la Nutrition
Ministère de la Santé Publique et de la Solidarité Nationale, Tchad

Dr Mahamat Béchir a obtenu son PhD en épidémiologie, et soutenu une thèse sur la nutrition en milieu nomade à l'Université de Bâle en Suisse. Il a travaillé dans le domaine de la nutrition comme Responsable de Centre National de Nutrition et de Technologie Alimentaire, comme Spécialiste Nutrition à l'UNICEF Tchad et Facilitateur REACH en Guinée. Il est actuellement Point Focal SUN Tchad, Directeur de la Nutrition et de Technologie Alimentaire et Coordonnateur de Cycle Nutrition à la Faculté des Sciences de Santé Humaine de l'Université de N'Djaména Tchad. Il a contribué à l'élaboration de plusieurs documents stratégiques et programmatiques au niveau national et international et a publié une trentaine d'articles scientifiques dans le domaine de la nutrition et de l'alimentation.



Dr. Corinne Ringholz

Conseillère en
enrichissement alimentaire, Programme Alimentaire
Mondial (PAM), Italie

Corinne Ringholz est spécialiste du développement international et dirige l'équipe d'enrichissement des aliments et d'aliments nutritifs spécialisés pour la division de la nutrition du PAM à Rome, en Italie. Avant de rejoindre le PAM, Corinne a travaillé dans plusieurs organisations gouvernementales américaines, notamment : l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), le Joint Science and Technology Office et les National Institutes of Health. Corinne a obtenu son doctorat en épidémiologie de l'Université de Rochester et a une formation en maladies infectieuses et en épidémiologie nutritionnelle.



Mr. Shawn Baker

Chef Nutrition
USAID, USA

Shawn K. Baker, nutritionniste en chef de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID). Il guide les investissements et l'engagement de l'USAID avec ses partenaires pour lutter contre la malnutrition dans les pays en développement. Avant de rejoindre l'USAID, M. Baker a été le premier directeur de la nutrition à la Fondation Bill et Melinda Gates avec plus de 30 ans d'expérience en nutrition en santé publique mondiale, dont 25 ans en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud. Il a également travaillé pour Helen Keller International pendant 19 ans, dont 16 ans en tant que vice-président et directeur régional pour l'Afrique. Il a été président du comité exécutif du Mouvement pour le renforcement de la nutrition et sert maintenant de conseiller spécial. Il a également siégé au conseil d'administration de l'Alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition de 2013 à 2016. M. Baker est titulaire d'une maîtrise en santé publique de l'Université de Tulane, avec des spécialisations en santé internationale et épidémiologie nutritionnelle. Il a obtenu son baccalauréat en biologie de l'Université de Miami



Mr. Abdoulaye Ka

Secrétaire Exécutif du Conseil
National
du Développement de la Nutrition
(CNDN - ex CLM), Sénégal

Spécialiste en Santé Publique et Développement Humain, Abdoulaye Ka a un riche parcours dans le domaine de la nutrition et du développement social. En 2011, Il est coordonnateur national de la Cellule de Lutte contre la Malnutrition (CLM), organe en charge de l'élaboration et le suivi de la mise en œuvre de la politique de nutrition du pays. La CLM est devenue CNDN en 2020 marquant ainsi une évolution positive de l'institutionnalisation de la nutrition au Sénégal. Abdoulaye Ka a démarré son expérience dans la nutrition en 1999 comme responsable de zone du PNC Programme de nutrition communautaire (PNC). Abdoulaye Ka est titulaire d'un Diplôme d'Etudes Supérieures Spécialisées (DESS) en Politique Economique et Analyse de Projets obtenu à l'Université Cheikh Anta Diop en 2001 ; d'une Maîtrise en sciences (M.Sc.) en Santé Communautaire obtenu à l'Université Laval au Canada en 1997 ; d'un Baccalauréat en Administration des Affaires (B.A.A) obtenu à l'Université Laval au Canada en 1994.



Ms. Maria Aba Lovelace-Johnson

Chef Bureau de réglementation, Chef,
Département de lutte contre
la fraude alimentaire
Autorité des aliments et drogues, Ghana

Maria Aba Lovelace-Johnson, chef du département de l'application des lois alimentaires, FDA est une consultante et auditeur certifiée en systèmes de gestion de la sécurité alimentaire. Dans le domaine de la réglementation alimentaire, Mme Lovelace-Johnson avait un certificat en assurance de la sécurité alimentaire et du contrôle de la qualité du Hyogo International Centre, Japon en 2002, un certificat en HACCP intermédiaire appliqué du Royal Institute of Public Health, Royaume-Uni en 2003, un certificat en analyse des risques de sécurité alimentaire de l'Université de Greenwich, Royaume-Uni en 2003, un certificat en lois et réglementations alimentaires internationales de l'Université du Michigan, États-Unis en 2004 et a été certifié en tant qu'auditeur principal des systèmes de gestion de la sécurité alimentaire par le registre international of Certificated Auditors (IRCA), Royaume-Uni en 2005. Elle est, depuis 2013, chef de la délégation du Ghana au Comité du Codex sur la nutrition et les aliments diététiques ou de régime.

Docteur en écologie agricole, chef de la coopération Sud-Sud au bureau chinois du Programme alimentaire mondial des Nations Unies, est responsable de la coordination des programmes Sud-Sud et triangulaires, y compris le développement et la mise en œuvre de partenariats en pleine consultation avec les parties prenantes concernées, et la conduite d'études de cas sur l'identification et la documentation des expériences réussies du Centre d'excellence pour le partage par le biais du réseau plus large de connaissances institutionnelles du PAM. Avant de rejoindre le PAM, elle était directrice du Centre de coopération économique étrangère, ministère de l'Agriculture, République populaire de Chine, et s'est alignée sur la coopération Sud-Sud pendant de nombreuses années. Elle avait également des années d'expérience en tant que consultante pour la FAO et d'autres organisations avec des efforts pour améliorer la sécurité alimentaire et la durabilité agricole dans le cadre de la coopération Sud-Sud.



Dr. Yan JIA

Spécialiste en Coopération Sud-Sud
Centre d'Excellence pour la
Transformation Rural, PAM, Chine



Mr. Andreas Bluethner

Directeur de la nutrition de la Fondation Bill & Melinda Gates
Etats-Unis

Andreas Bluethner est le directeur de la nutrition pour la Fondation Bill & Melinda Gates. Il dirige actuellement une mise à jour de la stratégie nutritionnelle de la fondation. Andreas dirige également la collaboration inter fondations sur la nutrition. Avant la fondation, Andreas était directeur de l'enrichissement des aliments et des partenariats pour BASF SE. Avant BASF, Andreas a travaillé avec l'ONU, le gouvernement allemand et l'Alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition (GAIN). Andreas est titulaire d'un doctorat en économie internationale et en droit des droits de l'homme de l'Université de Mannheim et d'un diplôme en administration des affaires de Robert Bosch, Stuttgart. Il a également servi de mentor à des entrepreneurs sociaux du monde entier en tant qu'Ashoka Globalizer, en tant que membre fondateur du conseil d'administration de WFP Innovation Accelerator et en tant que membre du conseil d'administration de Listo. Il a travaillé en tant que conférencier permanent sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, le commerce et les droits de l'homme.



Mr. Ronald Afidra

Coordonnateur du Réseau Afrique
Food Fortification Initiative (FFI)
Ouganda

Ronald Afidra est depuis mars 2012 le Coordinateur du réseau Afrique pour l'Initiative d'enrichissement de la farine (FFI). Avant de rejoindre ce poste, il a été Assistant Expert en Santé et Nutrition au GTZ en 2006, Conseiller en Fortification Alimentaire en 2007 et 2011 à l'USAID en Ouganda, en soutien au ministère de la Santé dans l'établissement d'un programme intégré de suivi et d'évaluation pour les interventions nutritionnelles en Ouganda conformément au plan stratégique de développement national du secteur des plantes et de la santé. Il a également travaillé avec les secteurs public et privé, les organisations et les gouvernements pour entreprendre le renforcement des capacités dans les programmes de nutrition et de santé. Il possède une vaste expérience en gestion/ coordination de programmes de sécurité alimentaire/nutritionnelle, programme de micronutriments, audit des industries/formations, élaboration de propositions, suivi et évaluation, et plaidoyer. Il possède un Bsc en FST et MSc en nutrition humaine obtenu à l'Université de Makerere.



Mr. Claude Jibidar

Représentant et Directeur Pays
Programme Alimentaire Mondial (PAM)
Tchad

M. Jibidar de nationalité togolaise, diplômé de l'Institut Universitaire de Technologie et de l'Ecole Supérieure de Commerce de Lyon Eculluyest. Représentant et Directeur Pays du PAM Tchad depuis le 19 septembre 2020 M. Jibidar a été Représentant et Directeur du PAM en République Démocratique du Congo (RDC) de juillet 2016 à septembre 2020 et a été en poste en Afghanistan de juin 2013 à juillet 2016. M. Jibidar a plus de 25 ans d'expérience en leadership au sein d'organisations et d'entreprises à but non lucratif, avec un accent particulier sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle ainsi que sur les stratégies d'intervention d'urgence. M. Jibidar a occupé le poste de directeur régional adjoint en Afrique de l'Ouest et du Centre. De 2006 à 2008, il a été Directeur Adjoint en République Démocratique du Congo. Et de 2002 à 2006, directeur adjoint du bureau de liaison de Genève.



Prof. Hanta Marie Danielle VOLOLONTIANA

Coordonnatrice Nationale de l'Office
National de Nutrition (ONN),
Madagascar

Actuellement Coordonnateur National de l'Office National de Nutrition à Madagascar. Médecin spécialiste de formation en Médecine Interne, elle est également Enseignant Chercheur à l'Université d'Antananarivo. Elle a été élue en tant que première femme à occuper le poste de Doyen de la Faculté de Médecine de l'Université d'Antananarivo en 2019. Parmi ses axes de recherche lors de sa formation initiale figure le retard de croissance. Elle a été la porte-parole du Centre de Commandement Opérationnel du COVID 19 à Madagascar en 2020, avant de devenir le Coordonnateur National de l'Office National de Nutrition.



Mr. Dellings Phiri

Directeur National
HarvestPlus
Malawi

Dellings Phiri est directeur national du Malawi pour HarvestPlus depuis 2017. Avant de rejoindre HarvestPlus, il a travaillé pendant plusieurs années chez Seed Co Mw Ltd en tant que directeur général, ainsi que pour Monsanto Malawi (maintenant Bayer Malawi) en tant que directeur marketing. Phiri a également travaillé avec la National Smallholder Farmers Association of Malawi (NASFAM) en tant que responsable marketing responsable de la création de liens commerciaux pour les produits des agriculteurs. Phiri est titulaire d'une maîtrise en administration des affaires (MBA) de l'Université Heriot Watt (Écosse) et d'un baccalauréat en commerce (administration des affaires) de l'Université du Malawi. Il a travaillé dans le secteur agricole (Crop Seeds) pendant vingt ans et est l'un des experts en semences les plus expérimentés au Malawi.



Ms. Simone Zoundi

Présidente de SODEPAL
Burkina Faso

Simone ZOUNDI est la promotrice de la Société d'exploitation des produits alimentaires (SOPEPAL) au Burkina Faso, en parallèle, elle préside la Fédération Nationale des Industries Agroalimentaires et de Transformation du Burkina (FIAB). Elle est diplômée en Finance Comptabilité et Administration des Entreprises de l'ESCAE Toulouse. A l'issue des stages en France, Sénégal, USA afin de contribuer au développement des ressources agro-sylvo-pastorales, halieutiques et fauniques locales afin de contribuer à la promotion socio-économique de la femme. Mme ZOUNDI est spécialisée dans l'organisation et la gestion d'entreprises de transformation agro-alimentaire. Les produits de la SOPEPAL, compléments alimentaires nutritionnels, sont commercialisés auprès des Pharmacies.



Ms. Katrien Ghoo

Conseillère Régionale Principale
en Nutrition
Bureau Régional Afrique de l'Ouest
et du Centre, PAM, Sénégal

Katrien Ghoo est conseillère régionale principale en nutrition du PAM pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre depuis septembre 2019. Elle a travaillé avec le PAM et l'UNICEF. En tant que conseillère régionale principale en nutrition en Asie (2012- 2017), elle a joué un rôle décisif dans l'intensification de la fortification du riz. Au Pakistan, en tant que directrice de pays adjointe (2017 – 2019), elle a stratégiquement positionné le PAM en tant que partenaire technique du gouvernement pour la nutrition et la protection sociale. Actuellement, elle fournit des conseils à 19 bureaux de pays du PAM et dirige le travail du PAM dans la région sur le renforcement des systèmes alimentaires locaux afin d'améliorer l'accessibilité des régimes alimentaires nutritifs, en particulier pour les femmes et les enfants dans les milieux fragiles. Katrien est belge et détient une maîtrise en génie agricole et chimique de l'Université de Louvain, Belgique (KUL) et une maîtrise en nutrition dans les pays en développement de l'Université de Montpellier 2.



Mr. Penjani Mkambula

Responsable du cluster mondial
pour l'enrichissement des aliments à
l'Alliance mondiale pour l'amélioration
de la nutrition (GAIN), Angleterre

Penjani Mkambula est responsable du cluster mondial pour l'enrichissement des aliments à l'Alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition (GAIN). Il dirige un portefeuille de programmes sur l'enrichissement et la bio fortification des aliments à grande échelle et soutient d'autres partenaires dans le monde sur des programmes liés à l'enrichissement des aliments, à la bio fortification, à la transformation des aliments et à la sécurité alimentaire, et aux chaînes d'approvisionnement pour les prémélanges de vitamines et de minéraux. Avant de passer au secteur du développement international, Penjani a également travaillé dans l'industrie alimentaire où il était impliqué dans les chaînes d'approvisionnement d'aliments enrichis et de produits nutritionnels spécialisés. Penjani fait partie de l'équipe de direction de la Food Fortification Initiative (FFI), du Board of Iodine Global Network (IGN) et du comité directeur du Partenariat de l'Union africaine pour le contrôle de l'aflatoxine en Afrique (PACA).



Ms. Karine Santos

Coordinatrice nationale de l'alimentation scolaire
Fonds national pour le développement de l'Éducation Ministère de l'Éducation Brésil

Karine Silva Dos Santos est fonctionnaire fédérale, avec plus de 10 ans d'expérience. Spécialiste en Gestion des Programmes et Projets Educatifs du Fonds National pour le Développement de l'Éducation - FNDE, elle a exercé plusieurs fonctions au sein de l'organe avec une notoriété dans la Présidence de la FNDE au sein de la Direction des Actions Educatives. Elle est coordinatrice du programme national de cantines scolaires depuis plus de 4 ans, à la FNDE, une institution fédérale liée au Ministère de l'Éducation, responsable de l'exécution des programmes et projets du domaine de l'Éducation à travers le pays. Elle a également été directrice de la direction de l'articulation et du soutien aux réseaux d'éducation de base (responsable des programmes de manuels, de l'argent direct à l'école, du plan national d'éducation, de l'éducation de la petite enfance, du coût de la qualité des élèves, du plan des objectifs - PAR) du secrétaire de Éducation de base du ministère de l'Éducation.



Dr Patricia N'Goran

Conseiller pour la nutrition, l'alimentation et le développement de la petite enfance à la Présidence de la République de Côte d'Ivoire
Point Focal SUN Conseiller du Gouvernement auprès du CERFAM Côte d'Ivoire

Dr Patricia Yoboue N'goran-Theckly est Conseillère pour la nutrition, l'alimentation, et le développement de la petite enfance à la Présidence de la République de Côte d'Ivoire. A ce titre elle est le Point Focal SUN-CONNAPE et Conseiller du Gouvernement auprès du Centre d'Excellence Régional contre la Faim et la Malnutrition (CERFAM). Elle est titulaire d'un Doctorat en médecine, spécialisée en politiques nutritionnelles, en management des systèmes de santé et en santé publique. En dehors de ses années d'expériences dans la pratique clinique en médecine générale et en pédiatrie, elle totalise 14 ans dans le domaine de la nutrition. Avant sa nomination à la Présidence de la République, elle a été Coordinatrice du Secrétariat Technique Permanent du Conseil National pour la Nutrition de 2016 à 2019, logé à la Primature.



Prof. Joao Bosco Monte

Président de l'Institut Brésil Afrique IBRAF, Brésil

Fondateur et actuel président de l'Institut Brésil Afrique, il est titulaire d'un doctorat en éducation de l'Université fédérale du Ceará et d'études postdoctorales de l'Université de Brasilia (UNB), avec une spécialisation en recherche sur l'intégration du continent africain. Il est professeur invité dans de grandes universités brésiliennes et africaines et est associé international principal au Centre d'études africaines, latino-américaines et caribéennes - CALAC à la Jindal Global University (Inde). Le professeur João Bosco Monte est également l'auteur d'ouvrages et de publications sur les relations entre différents acteurs internationaux, axés sur la coopération Sud-Sud et triangulaire. En 2018, il a été admis en tant que Comendador da Ordem de Rio Branco, un prix prestigieux du gouvernement brésilien, en reconnaissance de ses mérites obtenus dans la promotion des relations entre le Brésil et l'Afrique. En 2020, le professeur Monte a été invité à rejoindre le Réseau des Nations Unies des champions des systèmes alimentaires.

Mr. Ussama Osman

Représentant et Directeur du Programme Alimentaire Mondial, Côte d'Ivoire



M. Ussama Osman a été nommé Représentant et Directeur du Programme Alimentaire Mondial en Côte d'Ivoire en Novembre 2020. Il est originaire du Soudan. Directeur expérimenté avec une expérience démontrée de travail dans l'industrie des affaires internationales, il possède de solides compétences en recherche, relations internationales, communication interculturelle, analyse des politiques et droits de l'homme. Il est titulaire d'un doctorat en Sciences Sociales de l'Université de la Sorbonne, à Paris, d'une Maîtrise de l'Université Lumières de Layon et d'une Licence et un Master de l'Université de Khartoum.



Dr Harold Roy-Macauley

Directeur Général
Africa Rice Center, Côte d'Ivoire

Dr Harold Roy-Macauley est le Directeur régional pour l'Afrique de l'Est et australe du One CGIAR et le Directeur général du Centre du riz pour l'Afrique (AfricaRice). Il est de nationalité sierra léonaise et possède près de 30 ans d'expérience en matière de recherche agricole pour le développement ainsi qu'une vaste expertise en leadership et en management. Avant de rejoindre AfricaRice, il a été Directeur général du Conseil Ouest et centrafricain pour la recherche et le développement agricoles (CORAF). Il a été précédemment Directeur régional de l'ICRAF en Afrique de l'Ouest et du Centre. Il a été Directeur général du Centre d'études régional pour l'amélioration de l'adaptation à la sécheresse (CERAAS) au Sénégal. Il parle couramment le français et l'anglais. Il a obtenu son doctorat en biologie des plantes tropicales en 1993 à l'Université Denis Diderot en France, son master en biologie des plantes tropicales en 1988 à l'Université Pierre et Marie Curie en France, et sa licence avec mention en botanique en 1982 à l'Université de Sierra Leone.



Mr. Yacouba Dembélé

Directeur
Agence pour le Développement
De la filière Riz (ADERIZ)
Côte d'Ivoire

M. Dembélé Yacouba de nationalité ivoirienne est ingénieur Agroéconomiste diplômé du Centre d'Etude Financière Economique et Bancaire de Paris et d'un diplôme d'Agronomie générale obtenu à l'Ecole nationale supérieure d'agronomie d'Abidjan. Il est actuellement Directeur Général de l'Agence pour le développement de la Filière Riz (ADERIZ) depuis le mois de février 2019. Il a été respectivement Directeur Régional Ouest à Man (Côte d'Ivoire) et Directeur Central des Appuis Logistiques à SATMACI de 1980 à 1994. De 1999 à 2008, à la société PALMCI en tant que Directeur du développement des plantations villageoises et Directeur des productions agricoles. De mai 2008 à avril 2010, Directeur Général de la Fédération nationale des coopératives de producteurs de palmier à huile de Côte d'Ivoire puis appelé à d'autres fonctions de mai 2011 à février 2019 à l'Office national de développement de la riziculture en tant que Directeur general.



Prof. Junsheng Huo

Directeur du laboratoire central
Institut national pour la nutrition et la
santé, Centre chinois de contrôle et de
prévention des maladies, Chine

Junsheng Huo, professeur, directeur du laboratoire central, Institut national de la nutrition et de la santé, Centre chinois de contrôle et de prévention des maladies. Il s'est engagé dans la recherche de technologies clés pour l'enrichissement des aliments, les suppléments de micronutriments et d'autres aliments de promotion de la santé pendant des années. Il a participé à des projets de recherche financés par le ministère de la Science et de la Technologie, le ministère de la Santé et des organisations internationales telles que GAIN, ILSI, UNICEF et OMS. Il a publié 260 articles scientifiques et 22 livres sur la nutrition, organisant des projets de 10 normes nationales ou d'hygiène et prouvé 5 brevets d'invention. Il est également responsable du sous-comité des oligo-éléments de la société chinoise de nutrition ; dans le sous-comité des aliments fortifiants et spéciaux, l'association chinoise des additifs et ingrédients alimentaires, etc.

Dr Guei, de nationalité ivoirienne, débute sa carrière en 1988 en tant qu'Assistant de recherche sur le maïs dans le département de l'agriculture de l'Université de l'Etat de Kansas aux USA. Après avoir servi pendant 14 ans à L'ADRAO/AfricaRice en tant que chercheur généticien sur le riz, il entre à la FAO à Rome, Italie en 2005 en tant que Fonctionnaire expert en semences dans la Division de la production et de la protection des plantes et en 2011, il est nommé Fonctionnaire technique principal/ Secrétaire du Comité de l'agriculture, et conseiller technique Principal du Sous Directeur Général responsable du Département de l'agriculture. Depuis janvier 2019, il est nommé Chef du Bureau Sous-régional pour l'Afrique de l'Ouest et Représentant résident de la FAO au Sénégal. Dr Guei est titulaire d'un Diplôme d'Ingénieur agronome de l'École nationale supérieure agronomique (ENSA), Abidjan, Côte d'Ivoire ; d'un Master of science et d'un Doctorat (PhD) en Génétique et amélioration des plantes, de l'Université de l'Etat de Kansas, aux Etats-Unis.



Dr Robert Gouantoueu Guei

Coordinateur chef du Bureau Sous-régional pour l'Afrique de l'Ouest et Représentant de la FAO, Sénégal



Mr. Yannick Foing

Directeur mondial
Amélioration de la nutrition DSM
Pays bas

Yannick est titulaire de diplômes supérieurs en biologie moléculaire, santé publique et stratégie d'impact social. Avant de rejoindre DSM, Yannick était directeur des partenariats et de la collecte de fonds pour BIOVISION - le Forum mondial des sciences de la vie (France). Yannick a rejoint DSM à Singapour en 2012 et était initialement responsable de la région Asie-Pacifique, pilotant le développement de programmes d'enrichissement et de supplémentation alimentaires tels que l'enrichissement du riz. Yannick a depuis occupé un rôle d'engagement de partenaires mondiaux de 2018 à 2020 et a récemment été nommé directeur mondial de l'unité d'amélioration de la nutrition de DSM, dont la mission est d'avoir un impact positif sur la santé publique en développant et en mettant en œuvre des solutions de nutrition efficaces et abordables, en tirant parti de leur expertise et de leurs intersectoriels, partenariats pour atteindre les consommateurs et les bénéficiaires à faible revenu.



Mr. Rolf Klemm

Vice Président Nutrition,
Helen Keller International,
Etats Unis

Rolf Klemm, vice-président de la nutrition, a plus de 25 ans d'expérience professionnelle dans la nutrition en santé publique internationale avec une expertise qui couvre la recherche sur l'efficacité de la nutrition et la conception, la gestion et l'évaluation de programmes. Il a été volontaire du Peace Corps (Philippines, 1979-81), superviseur du programme des réfugiés indochinois (1982-84), gestionnaire de programme et directeur de pays pour Helen Keller International (Philippines, 1986-98), conseiller technique principal et directeur technique de l'USAID programme phare de micronutriments A2Z (2009-11), et membre du corps professoral de Hopkins et chercheur principal et/ou co-chercheur (1998-présent) pour des études en Asie (Népal, Pakistan, Bangladesh, Philippines) et en Afrique subsaharienne (RDC, Kenya, Tanzanie, Malawi, Mozambique et Zambie). Il est actuellement vice président de la nutrition chez Helen Keller International et occupe un poste de professeur à la Johns Hopkins Bloomberg School of Public Health.



Mr. Ashish Pande

Directeur général
et vice-président principal
Crown & Dangote Mills (OLAM),
Nigeria

Ashish Pande est le directeur général et vice-président principal de Crown Flour Mills Nigeria. Il est ingénieur avec plus de 22 ans d'expérience professionnelle, ayant travaillé avec PepsiCo & Reckitt Benckiser en Inde, en Australie et en France ainsi qu'au Nigeria, au Ghana et en Egypte avec Olam. Pande a rejoint Olam International en 2017 et a joué un rôle déterminant dans la création de l'activité d'alimentation animale d'Olam au Nigeria, ainsi que dans l'intégration et le rachat réussis de Dangote Farine Mills.



Mr. Tom Gao

Chef d'équipe
One Belt One
Road du
groupe Bühler
Emirats Arabes
Unis

Tom Gao est le chef d'équipe One Belt One Road du groupe Bühler et basé à Dubaï, aux Émirats arabes unis. La société OBOR vise à fournir une solution totale au client par Bühler avec des partenaires (entrepreneurs EPC, organismes de financement, agences gouvernementales, etc.), qui est sous la ligne directrice de la politique chinoise, pour réaliser la vision OBOR de réduire les déchets, la sécurité alimentaire, la nourriture pour tous et Développement durable. Tom est un chef expérimenté qui a fait ses preuves dans l'industrie du génie mécanique ou industriel de Grain & Food. Compétences en établissement stratégique, vente, développement des affaires, commerce international, technologie et ingénierie. Professionnel chevronné titulaire d'un baccalauréat en sciences et ingénierie de l'alimentation axé sur la science et l'ingénierie des grains de l'Université de technologie du Henan.



Dr. Hameed Nuru est le Directeur du bureau du PAM auprès de l'Union Africaine et représentant auprès de l'UA et de la Commission économique pour l'Afrique des Nations unies. Il a pris ses fonctions à Addis-Abeba depuis le 27 avril 2021. Avant sa nomination actuelle, le Dr Nuru a été représentant et directeur de pays du Programme alimentaire mondial pour le Soudan de 2019 à 2020 et représentant et directeur de pays de l'Inde de 2015 à 2019. De 2006 à 2008, il a travaillé avec l'Union africaine - Bureau interafricain des ressources animales (IBAR) basé à Nairobi, au Kenya. En tant que responsable principal des politiques d'élevage et de pêche, il était responsable de la formulation des politiques et des stratégies, et du suivi de l'élevage et de la pêche au niveau continental avec des contributions au Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA).

Dr Hameed Nuru

Directeur du bureau du PAM auprès de l'Union Africaine et représentant auprès de l'UA et de la Commission économique pour l'Afrique des Nations unies



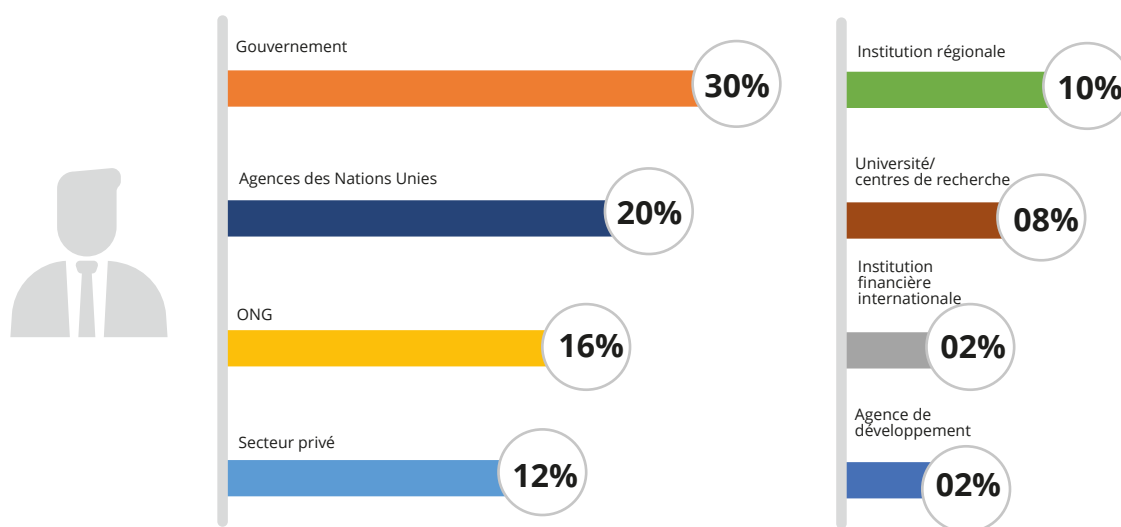
Photo de groupe au deuxième jour de la consultation de haut niveau, Côte d'Ivoire. © CERFAM

ANNEXE 4: STATISTIQUES PANÉLISTES ET PARTICIPANTS

Panélistes

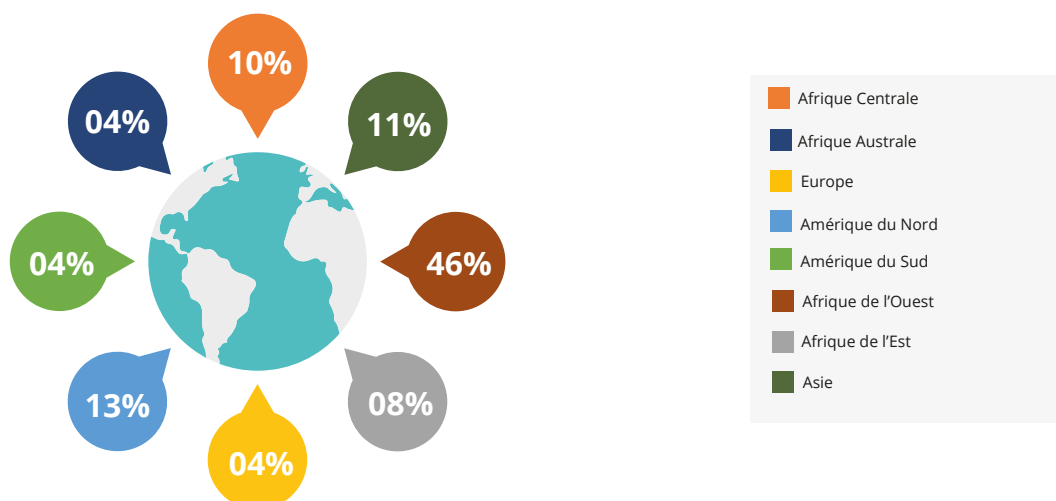
Cinquante panélistes et modérateurs de différents secteurs ont été invités à participer à la consultation de haut niveau. La consultation a été marquée par un pourcentage élevé de participation des gouvernements nationaux, qui représentaient 30 % des panélistes et des modérateurs. Les agences des Nations Unies et les ONG étaient également bien représentées parmi les panélistes et les modérateurs, représentant respectivement 20% et 16% d'entre eux. Ils ont été rejoints par des conférenciers du secteur privé (12 %), d'institutions régionales (10 %) et d'universités/centres de recherche (8 %).

Pourcentage de panélistes et modérateurs par type d'organisation



En termes d'origine, près de la moitié des panélistes et des modérateurs étaient basés en Afrique de l'Ouest. L'Amérique du Nord représentait 13 % du total des panélistes, suivie de l'Asie et de l'Afrique centrale. Il convient de noter que d'autres panélistes viennent de différentes régions, telles que l'Afrique de l'Est (8%), l'Amérique du Sud (4%) et l'Afrique australe (4%). La plus grande proportion des panélistes et des intervenants (8 %) venait de Côte d'Ivoire, en tant que l'un des organisateurs de la consultation virtuelle, suivie du Sénégal (7 %).

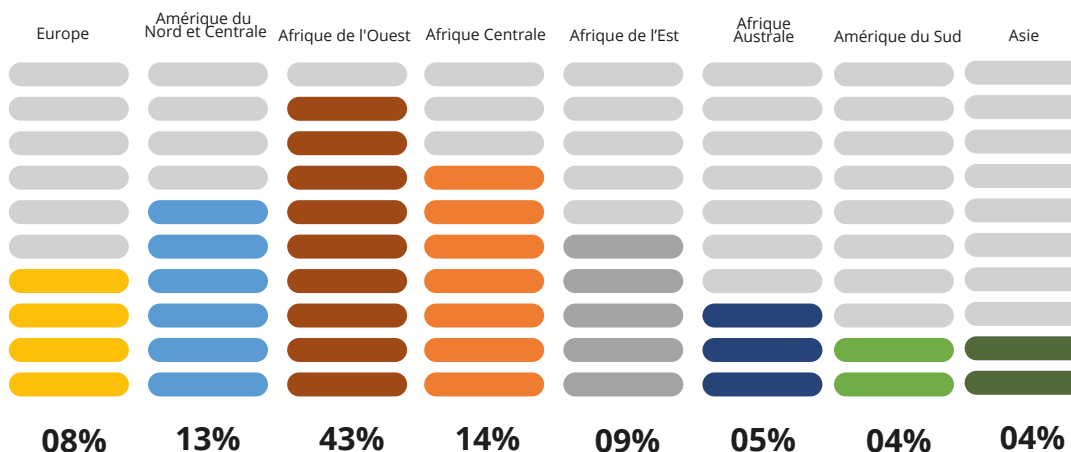
Pourcentage de panélistes et modérateurs par région



Participants

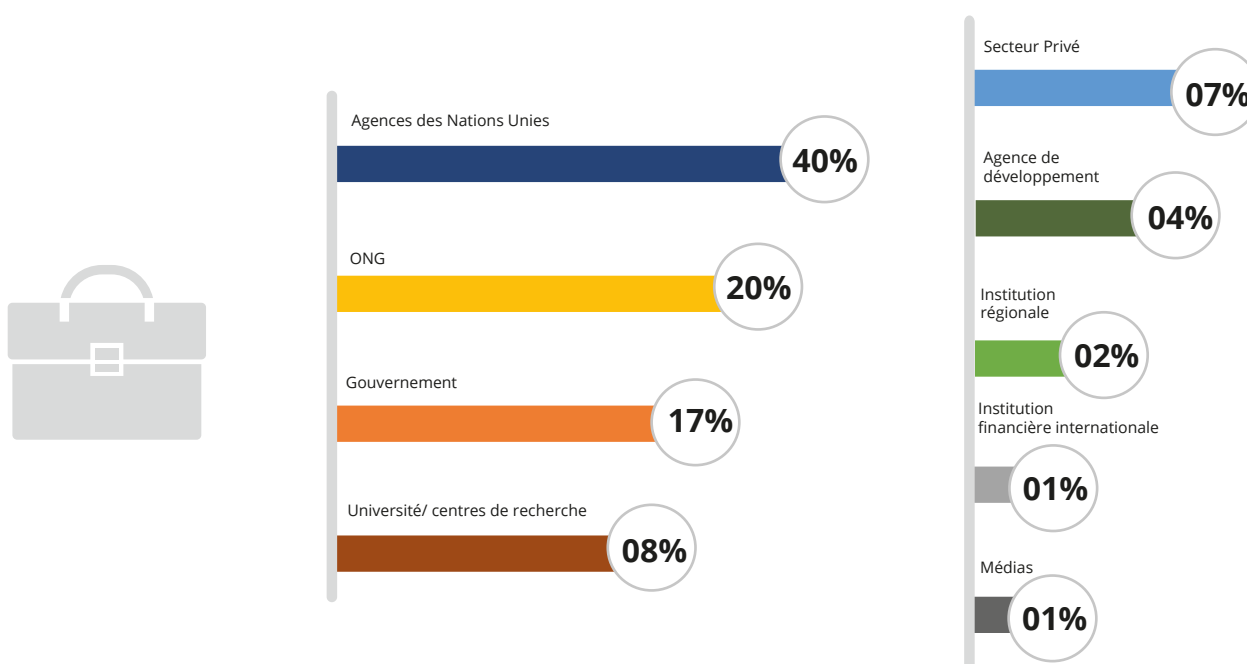
Plus de 650 participants du monde entier se sont inscrits pour assister à la consultation. Le grand nombre de participants peut s'expliquer par le grand intérêt pour l'enrichissement comme moyen d'améliorer la nutrition. Parmi les participants, 40% venaient d'Afrique de l'Ouest, suivie de l'Afrique centrale (14 %) et de l'Amérique du Nord et centrale (13 %).

Participants inscrits par région de résidence



Il convient de noter que les participants d'une grande variété d'organisations se sont inscrits pour participer à la consultation. En ce qui concerne le type d'organisation, les organismes des Nations Unies représentaient 40 % des participants. Les ONG représentaient le deuxième type d'organisation avec 20% des participants. D'autre part, la consultation a réussi à attirer des fonctionnaires et des techniciens des gouvernements, qui représentaient un peu moins d'un cinquième de la source des participants (17%).

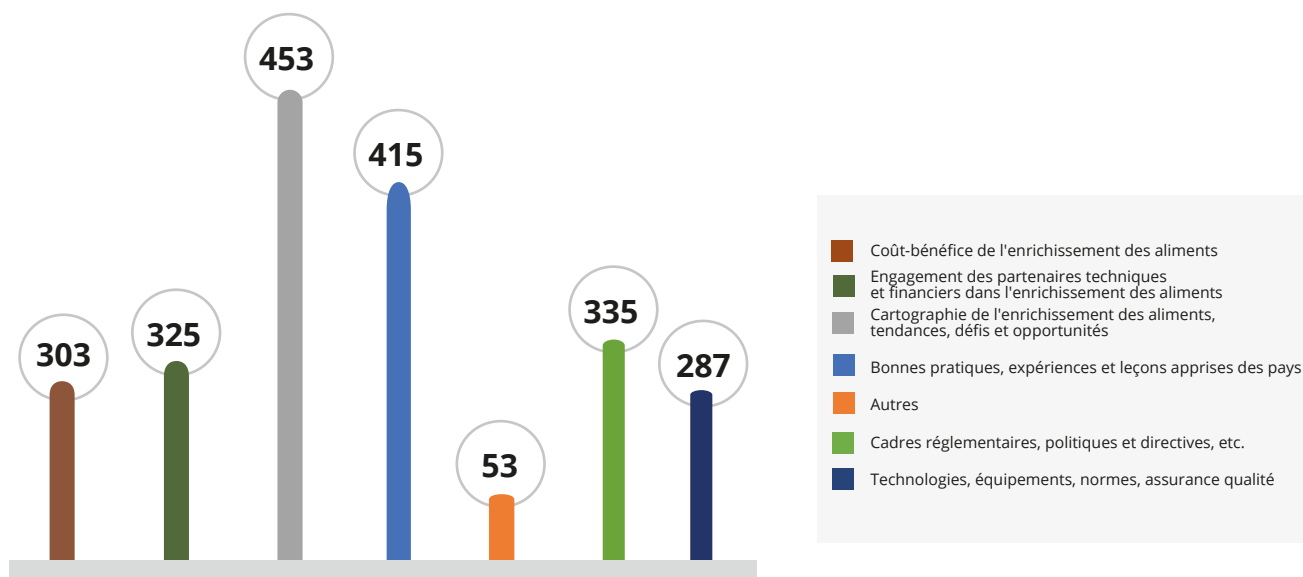
Participants par type d'organisation



Une enquête réalisée avant l'événement auprès des participants a révélé que 70% des participants souhaitent mieux comprendre les programmes et stratégies d'enrichissement alimentaire, 66% souhaitent apprendre des solutions pour une gestion efficace de l'enrichissement alimentaire et 63% souhaitent acquérir une meilleure connaissance des interventions et des bonnes pratiques des pays. Plus de la moitié des participants ont déclaré qu'ils aimeraient formuler des recommandations à l'intention des gouvernements et des parties prenantes.

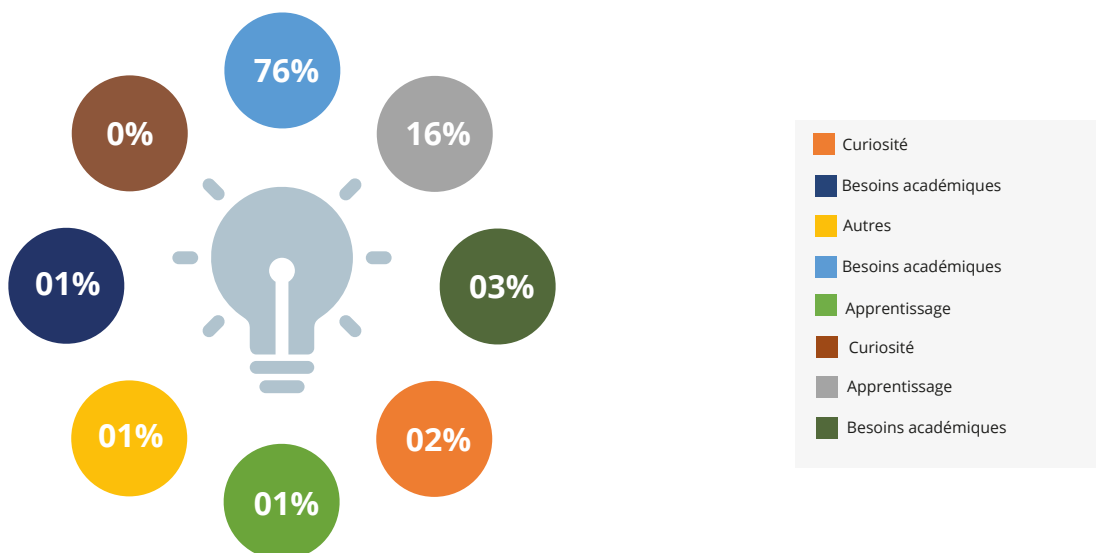
En termes de sujet d'intérêt, « cartographie de l'enrichissement alimentaire, tendances, défis et opportunités » était un sujet de prédilection pour 70 % des participants, suivi par « les bonnes pratiques, les expériences et les leçons apprises des pays » avec environ 64 %. Environ 50 % des participants ont également exprimé leur intérêt pour les sujets suivants : « Cadres réglementaires, politiques et directives, etc. » et « Engagement des partenaires techniques et financiers dans l'enrichissement alimentaire ».

Quels sujets souhaiteriez-vous que nous abordions lors de cette consultation ?



La motivation la plus courante pour la participation était les « raisons professionnelles », représentant 76 % des participants. Comme on peut le voir dans le diagramme circulaire ci-dessous, 16 % des participants sont venus avec des aspirations d'apprentissage.

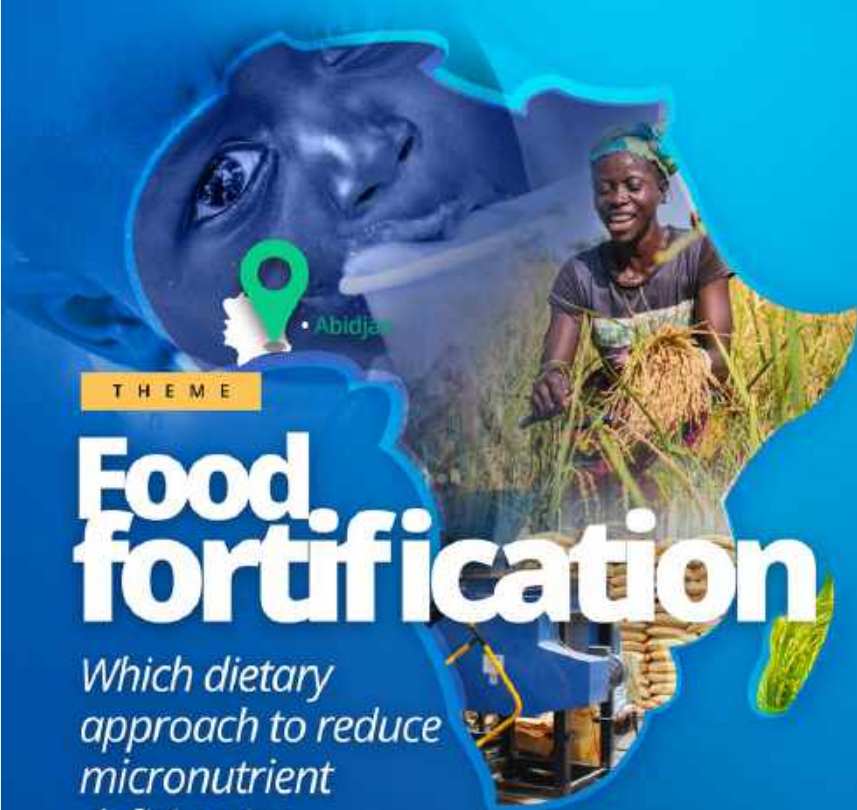
Pourquoi avez-vous décidé d'assister à cette consultation ?





CERFAM
CENTRE D'EXCELLENCE REGIONAL
CONTRE LA FAIM ET LA MALNUTRITION

HIGH LEVEL
Consultation



T H E M E

Food fortification

Which dietary approach to reduce micronutrient deficiencies in Africa ?



Access good practices on :
kept.coe.civ.wfp.org



Follow us on :
www.wfp.org/cerfam





© WFP/Mariama Ali Souley

CENTRE D'EXCELLENCE RÉGIONAL CONTRE LA FAIM ET LA MALNUTRITION - CERFAM

Tel: (+ 225) 27 22 54 85 85 - www.wfp.org/cerfam - www.kept.coe.civ.wfp.org

Suivez-nous sur Twitter : @WFP_CERFAM